

«Il y a en France un noyau révolutionnaire indestructible»  
(Marcel Paul, fils de la classe ouvrière, Déporté-Résistant, Ministre communiste qui «nationalisa la lumière» en 1946)

**Initiative  
Communiste**

N°214-215  
mars-avril 2020  
2,5€

**COVID 19 :**

**FAILLITE DU**

**« NOUVEAU MONDE »**



De Léon Landini :

## • **Durcir le service militaire : pour quoi faire ?...**

Sans préciser qui est l'«ennemi» ciblé (la Russie ? une insurrection populaire ?), le Service du Commissariat aux Armées (S.C.A.) appelle à «reconstruire une armée de guerre», à durcir «le caractère opérationnel des armées, à revoir à la hausse les contrats opérationnels et à accroître les capacités devant permettre de faire face à un engagement majeur» (communiqué du 9 février, O.P.E.X.). Mais face au «durcissement» de l'État bourgeois (ce que nous appelons fascisation) et à la marche aux guerres impérialistes, il faut que nous œuvrions de toutes nos forces pour mettre en place une véritable force de bolchévisation à même de défendre les véritables intérêts du peuple de notre pays. Peut-être qu'«on en est encore loin» mais si nous comprenons et faisons comprendre aux travailleurs ce que la bourgeoisie leur réserve les choses pourraient aller plus vite que l'on ne croit. L'expérience m'a appris que tous unis et décidés, nous vaincrons !

De Eva Ruppert (Bad Homburg – R.F.A.) ;

## • **Insurrection ou gueule de bois ?**

Oui, l'élection du ministre-président en Thuringe le 5 février 2020 a «violé un tabou», tout le monde est d'accord là-dessus, mais l'A.f.D., qui a sciemment provoqué ce résultat, en a été extrêmement satisfaite.

Pour la première fois en R.F.A., un politicien a été élu ministre-président grâce au soutien d'un parti fasciste. Avec une voix de plus que le candidat [de] Die Linke. Selon une étude de Business-Insider, le résultat de l'élection n'a pas été aussi surprenant pour la direction du F.D.P. (parti libéral-démocrate) qu'il n'y

paraissait au départ, car Lindler, le chef du F.D.P. fédéral, aurait discuté, avant les élections déjà, avec son collègue de parti Kemmerlich d'un éventuel appui électoral de l'A.f.D..

[...] Le résultat du vote avait probablement été calculé froidement par le parti du fasciste Höcke, qui peut aujourd'hui figurer dans la «pose du Führer» en première page du Neues Deutschland, car au troisième tour de scrutin, décisif, son parti n'avait plus voté pour son propre candidat – hors-parti.

Les parallèles avec les élections de 1930 en Thuringe sont évidents. Sauf que cette fois, un candidat bourgeois a été élu au poste ministériel, mais vu le triomphe de l'A.f.D., cela n'a été possible que parce qu'ils l'avaient décidé, dans le but de rendre le parti «présentable».

Comment de telles constellations politiques ont-elles pu voir le jour ? Tant que dans presque tous les journaux télévisés, ou dans leurs commentaires, ainsi que dans presque tous les débats [...] la droite est assimilée à la gauche et qu'on parle, pour le banaliser, d'«extrémisme de droite» ou même de «populisme de droite» plutôt que de fascisme, le tabou que constitue le vote pour un parti de gauche perdure.

Le «spectre» continue à hanter le pays après la fin de la R.D.A. et même parfois avec le consentement silencieux de certains électeurs de gauche. Leur tendance à loucher sur une participation au gouvernement bourgeois a contribué à faire perdre des voix. Que signifie le «centre bourgeois» qu'évoque de nouveau le F.D.P. ?

Il ne peut y avoir de «centre» entre la démocratie et le fascisme. Comme le remarque Karl Marx en référence à Hegel dans son Dix-huit Brumaire, «tous les grands événements et les personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois, la première comme «tragédie», la seconde comme «farce». [...] s'il s'agit d'une farce, [...] Elle... pourrait être très dangereuse.

**Pour écrire au Courrier des lecteurs, envoyez vos messages à : [vincent.flament59@gmail.com](mailto:vincent.flament59@gmail.com)**

Abonnez-vous à  
**«Etincelles»**

la revue théorique du  
P.R.C.F. !

4 numéros : 24€

(étudiants et chômeurs : 16€)

Chèques à l'ordre du P.R.C.F. à  
envoyer à Annie Crovisier, 10 rue  
Grignard, 62300 Lens

INITIATIVE COMMUNISTE N°214-215

Edité par le P.R.C.F.

[www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr)

Rédaction, administration :  
BP 30111 - 62802 LIEVIN

Dépôt légal : à parution  
CPPAP 0620P11367  
ISSN : 1321-3513

Imprimerie : L'Artésienne, 62800 Liévin

Directeur de la publication :

Jean-Pierre Hemmen

Directeur politique : Georges Gastaud

Rédacteur en chef : Vincent Flament

Abonnements : Jean-Claude Houseaux

Gestion : Madeleine Dupont

**lisez**  
**«Solidarité de**  
**Classe»**

**Bulletin du Comité**  
**Internationaliste pour la**  
**Solidarité de Classe**

• **Président d'Honneur :**  
**Mumia Abu-Jamal**

• **Président : J.-P. Hemmen**

**Abonnement : Madeleine Dupont, 62**  
**résidence Les Hirsons, 2800 Liévin - 1 an,**  
**6€**

**Initiative Communiste**

**Bulletin d'abonnement :**

**1 an : 24€ (chômeurs, étudiants : 19€) - 6 mois : 12€**

**Soutien : 30€ - Envoi sous enveloppe : 34€**

**Envoi à l'essai sur 3 mois : Gratuit**

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

Chèque à l'ordre de «Initiative Communiste»  
à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIEVIN

## Sommaire :

- Page 4 : A quand la B.A.C. pour faire passer le bac ?
- Page 5 : Vous avez dit «coût du travail» ?
- Pages 6-7 : B. Foucambert, J-P. Page et S. Sirot s'entretiennent avec G. Gastaud.
- Page 8 : Solidarité internationaliste contre euro-fascisation
- Page 9 : Proche-Orient : Trump et Erdogan jouent avec le feu
- Page 10 : Protégeons Assange de ses «amis»...
- Page 11 : Le Liban et son gouvernement sont dans un bateau...
- Page 12 : Ici Londres ! Les communistes parlent aux communistes !
- Page 13 : La bombe française bientôt à Berlin ?
- Page 14 : Retraites : la Grèce aussi !... Vous avez dit «coût de l'U.E.» ?
- Page 15 : Être Mila ou un ayatollah : faut-il vraiment choisir ?
- Page 16 : Asselineau sait-il où il va ?
- Page 17 : Dans les régions
- Page 18 : Le petit village gaulois ne résiste plus
- Page 19 : Honecker, trente ans après...
- Pages 20-23 : Journée des femmes, lutte des classes !

## La crise du coronavirus met en accusation le «nouveau monde»

Par Georges Gastaud – 18 mars 2020



par Georges Gastaud  
Secrétaire national du P.R.C.F.

**N**ul ne doit sous-estimer le choc du coronavirus. Historiquement liés à la classe ouvrière, et non aux bobos qui ont étalé leur irresponsabilité au plus fort de la crise, les communistes sont à l'avant-garde de l'application et de l'explication des «mesures-barrières» recommandées par les scientifiques. Pas question pour autant de laisser choir les personnes seules et âgées : sous des formes responsables, syndicats, municipalités et militants progressistes doivent agir pour que nul ne soit abandonné au cœur de cet épisode dramatique.

Cependant, la dimension socio-politique de cette crise est énorme. Pas seulement parce que les «marchés financiers» ont étalé l'égoïsme des spéculateurs jouant contre l'économie réelle. Mais parce que...

- la mondialisation capitaliste est le vrai vecteur de la pandémie, car sans l'«économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée» (Traité de Maastricht), le virus n'aurait pu se mondialiser. La mondialisation néolibérale qui a triomphé avec la chute du camp socialiste «dé-segmente» sauvagement les échanges pour jouer sur le moins-disant social et environnemental. Nous, militants franchement communistes, n'y opposons pas l'enfermement dans l'Hexagone mais la coopération mutuellement profitable d'États souverains, égaux et solidaires planifiant démocratiquement leur co-développement. Tel serait un monde en marche vers le communisme : ni marécages stagnants et séparés du nationalisme autarcique, ni crues furieuses de fleuves rompant les digues de la régulation sociale, mais un savant entrelacs de canaux dotés d'«écluses» permettant la mise à niveau et la fluidité raisonnée d'échanges économiques bénéfiques pour tous.
- l'U.E. ne nous protège de rien : non seulement elle a laissé tomber l'Italie, mais la seule intervention d'Ursula Von der Leyen, présidente de la commission de Bruxelles, a été pour exiger qu'on ne touche pas au «marché unique» ! C'est à l'échelle des États-Nations que les mesures de protection ont dû être prises. Quant aux personnels soignants, ils ne sont pas prêts d'oublier que ce sont les «critères de Maastricht» qui ont conduit à la suppression de milliers de lits d'hôpital par les Bachelot, Touraine et autre Buzyn. Un jour il leur faudra rendre des comptes aux familles endeuillées.

Dans l'immédiat, nous devons exiger que les milliardaires gavés par la mondialisation capitaliste mettent la main au portefeuille selon le principe qu'Ambroise Croizat a placé au fondement de notre Sécu : «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins». Déjà, il faut des milliards pour l'hôpital !

Comme l'a piteusement avoué Macron, dont la crise du COVID 19 prend à contre-pied toutes les thématiques néolibérales et auquel nous rappellerons ses propos du 16 mars au soir quand l'épidémie sera passée, pas question alors de revenir au «monde d'avant», celui des contre-réformes et des abandons de souveraineté. Alors que d'autres, y compris à gauche, ont docilement rallié l'«union sacrée», le P.R.C.F. s'honore d'avoir d'emblée exigé la suspension immédiate (et le retrait !) des contre-réformes maastrichtiennes, notamment celle des retraites, la sauvegarde des emplois, le maintien intégral des salaires et la fermeture sine die des usines ne fabriquant pas des objets de valeur vitale.

Mais surtout, nous devons insister sur le caractère exterministe de ce système capitaliste. Ce n'est pas seulement pour liquider les injustices sociales, mais pour sauver l'humanité de sa perte sous forme de catastrophes (militaires, environnementales, sanitaires...) qu'il faut faire nôtre le mot d'ordre de Fidel : «le socialisme ou la mort, nous vaincrons».

## EN BREF... EN BREF...

- **Ibis-Batignolles : soutien financier du P.R.C.F. aux grévistes**



Les travailleuses d'Ibis Batignolles en lutte depuis juillet 2019 ont reçu un chèque de soutien de 500€ de la part du P.R.C.F.

- **Un espoir pour les livreurs des plates-formes**

Après trois ans de combat judiciaire, un tribunal des Prud'hommes a, pour la première fois, requalifié en salarié un livreur à vélo encore en exercice de Deliveroo.

- **Les avocats défendent leur retraite**

Le 8 janvier, à Caen, quelque soixante-dix avocats ont jeté leur robe noire aux pieds de la ministre de la Justice Belloubet. Le 15 janvier, le palais de justice de Nice était cadennassé. Le 24 février au matin, c'est celui de Paris qui était bloqué, obligeant à reporter le procès Fillon...

- **Président d'université : pion du préfet ?**

Les facs de Paris-V (Descartes) et Paris-VII (Diderot) ont fusionné. La direction en a profité pour pondre un projet de nouveau règlement intérieur imposant de déclarer en préfecture toute réunion organisée à l'intérieur des établissements. Résultat : «entre la demande en préfecture et celle à la présidence, il faudra s'y prendre au moins dix semaines à l'avance !», tonne une étudiante sur un site militant. Impossible de mener une lutte dans ces conditions. Le vote du règlement en conseil d'administration devait avoir lieu en mars...

- **Bras de fer à Cargill**

En janvier, le géant étasunien Cargill a annoncé la suppression de 183 postes sur 315 dans son usine agroalimentaire d'Hau-bourdin (59). Pour tenter d'intimider les ouvriers en lutte, la direction licencierait rapidement l'un d'eux sous un prétexte ridicule. Raté : depuis mi-janvier, ils sont en grève illimitée.

## E3C : flicage des lycées !

Pour mater les lycéens en lutte contre le contrôle continu et le bac local, la police est entrée dans plusieurs établissements. Et certains proviseurs se conduisent comme des flics ! Au lycée Valin de La Rochelle, les E3C ont été annulées en raison d'un blocage. Vingt élèves ont été interdits de rattrapage et ont écopé d'un 0/20. Le proviseur a affirmé avoir espionné leurs comptes *Instagram* et leur reproche de s'être abonnés au compte «*Blocus Valin*» !

A Oullins, près de Lyon, environ 70 élèves ont refusé de composer en mathématiques. Pas de rattrapage, zéro à tout le monde, deux convocations en conseil de discipline !

A Auch (Gers), les internes qui sont allés manifester ont été exclus de l'internat le soir même !

A Melle (Deux Sèvres), les E3C ont eu lieu sans professeurs, avec des policiers dans le lycée. Peu après, trois professeurs ont reçu une convocation rectorale !

La police a délogé le piquet de grève par la force et des policiers sont entrés dans le Lycée Victor et Hélène Basch de Rennes !

Idem à Aristide Berges (Seyssinet-Pariset, Isère), cagoules et L.B.D. en sus !

Devant le lycée de Lakanal de Sceaux, un lycéen gréviste a refusé de donner sa pièce d'identité à des policiers. Gazage, garde à vue !

À Paris 20<sup>ème</sup>, quatre jeunes, ont passé trente heures en garde à vue pour un feu de poubelle !

Six élèves du lycée Gustave-Eiffel de Gagny (93) ont été arrêtés alors qu'ils montaient un mur devant les grilles. Une matinée en garde à vue, et des poursuites pour entrave à la circulation, dégradations et recel de vol de parpaings !

## M.G.E.N.

*Fin décembre, les négociations annuelles entre la direction de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale et les organisations syndicales (C.G.C., U.N.S.A., C.F.D.T. et C.G.T.) furent catastrophiques, même pour les organisations les plus réformistes. Profitant du départ de l'ancienne directrice (poussée vers la porte...), le nouveau patron a décidé une augmentation des salaires selon le «mérite». La seule augmentation collective fut de 0,2 % à 2% – soit, pour les téléconseillers, à peu près 80€ pour un S.M.I.C.. Pour la branche Action Sanitaire et Sociale, l'augmentation n'est que de 1%. L'un des arguments avancés est le même depuis des années : la situation est tellement catastrophique qu'on ne saurait faire de réelle augmentation. Les organisations syndicales sont toutes parties de la table des négociations et ont écrit le 29 janvier une lettre demandant notamment 600€ pour tous au patron. Devant son refus, ils ont programmé une réunion intersyndicale pour décider de la suite...*

T.B.



## Coût du travail, nous aurait-on menti ?

Par Thom, syndicaliste en lutte

Vendredi 28 février la S.N.C.F. publiait son bilan annuel relatif à l'exercice 2019 et constatait une perte impressionnante de 801 millions. Cette information faisait les choux gras de la presse aux ordres. Ainsi, le journal «*Le Monde*» titrait : «*La S.N.C.F. dans le rouge en 2019 après la grève contre la réforme des retraites*». Il faut bien encore casser du sucre sur le dos de ces grévistes irresponsables ! Non seulement ils ont laissé sur le quai des millions de voyageurs hagards, mais en plus ils coulaient la S.N.C.F. !



En fait, il s'agit surtout pour l'idéologie dominante de préparer la population à de nouvelles attaques contre le droit de grève, afin d'en limiter l'usage, de le rendre indolore... mieux, à terme, tout simplement de l'interdire... Vous avez dit fascisation ?

Mais comment se fait-il que la S.N.C.F. ait perdu tant d'argent sur ce mois de grève, alors qu'elle n'a pas dû verser de salaires à de nombreux employés sur la même période ? Surtout lorsqu'on sait que ces salariés sont des cheminots privilégiés par un statut de nanti qui leur permet, comble du luxe, de survivre un peu moins mal que leurs frères travailleurs du privé !

Pourtant, après qu'ils eurent eu le culot de se mettre en grève contre la casse des retraites de tout le monde – et donc pour tout le monde –, nous avons vu fleurir toutes ces fiches de paie à zéro...

Dans le même temps, nous avons lu tous ces articles d'«*économistes*» et autres «*experts*» nous expliquant qu'en France le travail coûte trop cher. D'ailleurs, nos chers dirigeants dévoués ont fait de nombreuses lois visant à «*libérer*» le travail pour le rendre plus «*souple*», «*flexible*», «*rentable*», bref, plus «*compétitif*».

Alors, comment expliquer le paradoxe entre l'absence de dépense en salaire d'un côté, aboutissant, de l'autre, à des pertes sèches ? Cette société ne devrait-elle pas, au contraire, faire des économies ?

A moins que ce bon vieux Karl Marx et son idée saugrenue d'exploitation des travailleurs par les capitalistes ne soit vraie ? A moins que le travail ne coûte pas, mais qu'il soit au contraire la base de toute production de richesse ? A moins que les milliards que possèdent quelques-uns ne soient justement et directement issus de cette exploitation ?

Nous ne saurions le croire ! Il n'empêche que notre foi en le système est clairement ébranlée...

Alors, nous alertons tout de suite les «*décodex*» du journal «*Le Monde*» et autre «*Conspiracy Watch*», pour qu'ils mettent fin à ces folles théories complotistes répandues par une bande d'hurluberlus communistes. Parce que dans le cas contraire, peut être que cette même bande n'a pas tout à fait tort sur d'autres points, comme la sortie du capitalisme, de l'O.T.A.N., de l'Euro et de l'U.E., pour permettre, selon eux, enfin à la France et son peuple de sortir du marasme dans lequel ils sont... et avec eux cette grande entreprise qu'est notre S.N.C.F.

**«La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat» (Henri Krasucki)**

Voici quelques courts extraits d'un long entretien croisé publié intégralement sur [www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr). de Georges Gastaud, directeur politique d'Initiative communiste (I.C.), avec Benoît Foucambert, secrétaire départemental de la F.S.U.-81, Jean-Pierre Page, ancien responsable international de la C.G.T. et de l'U.D.-94, et Stéphane Sirot, universitaire, historien du syndicalisme et spécialiste du mouvement social.

**I.C. :** *La C.F.D.T. et l'U.N.S.A. ont feint de voir une avancée dans le faux retrait de l'âge-pivot pour torpiller la grève. Comment réagir face à un «syndicat» briseur de grève ? Quid du mot d'ordre de «syndicalisme rassemblé» (incluant la C.F.D.T.) que porte encore la C.G.T. ?*

**B.F. :** *A la base, la position de la C.F.D.T. et de l'U.N.S.A. n'est pas une surprise et n'a aucun rôle dans la mobilisation tant leur présence sur le terrain des luttes est faible. Il apparaît clairement désormais que le syndicalisme est divisé en deux grands camps opposés, celui de l'accompagnement des contre-réformes et celui du syndicalisme dit de transformation sociale. Le «syndicalisme rassemblé» avec la C.F.D.T. est aujourd'hui unanimement condamné «en bas» où se construisent au contraire des passerelles et des liens très forts entre militants de lutte.*

**J.-P.P. :** *Dans ces circonstances, bien des questions se posent sur la C.E.S. et sur ce qu'y fait la C.G.T. ? Elle a pu s'y affilier parce que C.E.S. et C.F.D.T. sont arrivées à la conclusion qu'il était préférable de l'avoir dedans. En contrepartie, elle est passée du rejet de Maastricht au leurre de «l'Europe sociale et de l'union sacrée». Mais ce que la C.F.D.T. pouvait faire hier avec une certaine impunité devient plus compliqué pour elle, y compris dans ses propres rangs. Dans ces conditions on peut dire que «le syndicalisme rassemblé» ne semble plus promis à un grand avenir.*

**S.S. :** *Même si le phénomène est minimisé par la direction de la C.F.D.T., des militants déchirent leur carte. L'opération signe l'incompatibilité entre les deux grandes propositions de syndicalisme en présence : celle de «partenariat social» ; celle de «mouvement et de transformation sociale». Dès lors, l'unité syndicale n'est guère envisageable dans un cadre national et interprofessionnel. Et plutôt que de la rechercher désespérément, travailler à l'isolement des directions contre-réformistes paraît plus fructueux. A cet égard, la participation de la C.F.E.-C.G.C. à l'intersyndicale dans le cadre de l'actuel mouvement social est un point positif.*

**I.C. :** *Le gouvernement a-t-il gagné le bras de fer ou celui-ci peut-il perdurer et reprendre fortement sous d'autres formes ?*

**J.-P.P. :** *La France n'a pas connu une telle mobilisation depuis des décennies. Le «blitzkrieg» voulu par Macron et son premier ministre est un échec. Il faut donner du poids à la solidarité financière et politique, elle est décisive ! Il faut arriver à bloquer la production si l'on veut bloquer les profits ! Tous les dirigeants syndicaux ne sont pas mobilisés au niveau nécessaire. Il faut donc convaincre et s'expliquer pour faire reculer les hésitations ou les incompréhensions, les atermoiements et l'esprit timoré.*

**S.S. :** *Nous sommes dans une phase historiquement inédite de contestation quasi-ininterrompue depuis la mobilisation contre la loi El Khomri. Si les grèves reconductibles et les manifestations de*



*Retraite aux flambeaux à Lille*

*masse connaissent un reflux momentané, la mobilisation se transforme pour s'inscrire dans la durée, comme les Gilets Jaunes. Il est probable que se déploient des pratiques aux atours spectaculaires, brefs et très ponctuels (coupures de courant ciblées, micro-manifestations spontanées ou organisées, dépôt symbolique des instruments ou vêtements de travail...), parallèlement à des journées d'action plus soutenues et encadrées par les syndicats.*

**B.F. :** *L'épisode que nous traversons est historique par sa durée, son enracinement et son caractère multiforme. Cela a permis de gagner la bataille idéologique et de faire avancer la question de la nécessité du blocage des profits. La nécessité de resserrer les liens et l'unité d'action entre différents secteurs ou «corporations» est en particulier au cœur des discussions pour préparer la suite de ce mouvement. Que Macron fasse voter sa loi ou pas n'est bien sûr pas rien mais le pouvoir est aujourd'hui profondément délégitimé.*

**I.C. :** *Le P.R.C.F. a lancé l'idée d'une manif-monstre à Paris, unissant syndicats de lutte, Gilets Jaunes, militants politiques progressistes, avec si besoin, campement sur place, pour appeler à généraliser et à durcir le mouvement, tout en relançant «en bas» la discussion sur l'alternative sociopolitique à l'euro-libéralisme fascisant. Qu'en pensez-vous ?*

**J.-P.P. :** *Un des obstacles sur lequel on bute c'est, dans l'état actuel des choses, l'absence de débouchés politiques. Il faut agir en faveur d'un véritable projet de rupture avec le capitalisme mondialisé. Il faut pour cela un programme clair et pas un ravalement de façade comme nous l'avons vu toutes ces années avec des gouvernements de droite et d'autres prétendument de gauche. Je pense qu'il faut mettre cette proposition en débat, il y a actuellement une grande disponibilité, saisissons-la pour passer à une autre étape du combat.*

**B.F. :** *Un million de personnes à Paris un samedi après-midi constitueraient un signal très fort et une menace concrète pouvant servir de tremplin à la poursuite de l'action. Surtout si une partie significative des manifestants décide ensuite de camper sur place jusqu'à satisfaction. Cela doit appuyer un plan d'action combatif qui ne reproduise pas jusqu'à l'épuisement les journées d'actions espacées. Par ailleurs, il est important que militants politiques, syndicaux et associatifs du mouvement ouvrier se retrouvent malgré les différences pour le retrait du projet et pour construire une contre-attaque générale du camp populaire et progressiste.*

**S.S. :** *Des mouvements sociaux sans articulation ou prolongement politique se heurtent à un mur. En 1936, l'ampleur des*



# TES ar le mouvement ?



*Maître Béranger Tourné, avocat en lutte, devant l'Assemblée Nationale le 17 février...*

*progrès obtenus par les salariés n'aurait pas été la même si les deux millions de grévistes et les occupations d'usines ne s'étaient pas déployés à la veille et dans la foulée de la victoire électorale des partis de Front populaire, avec en particulier un P.C.F. renforcé ; en mai-juin 1968, le succès aurait été différent, de même que la phase de quinze ans de réduction des inégalités qui s'en est suivie, si aux huit à dix millions de grévistes ne s'était pas adjointe la menace, pour le pouvoir, d'un parti communiste à 20 % !*

**I.C. :** *Dans le cadre des A.G. interpros, des rapprochements intersyndicaux pour et par l'action (tout autre chose que le «syndicalisme rassemblé» sur du flou revendicatif) ont pris*

*corps ; comment les entretenir pour que, à la prochaine lutte, tout ne soit pas à refaire?*

**J-P.P. :** *Je ne pense pas, quelle que soit l'issue du conflit, qu'il y aura à «refaire». Le mouvement des gilets jaunes ne s'est pas éteint. Lui aussi a gagné en maturité. L'alliance Gilets Jaunes et Gilets Rouges a tenu bon, on la retrouve aujourd'hui dans ce grand mouvement pour la justice sociale et pour faire progresser l'idée que la seule issue possible c'est de rompre avec le capitalisme.*

**B.F. :** *La lutte en cours forge des militants, forge des solidarités et permet que se tissent des liens durables. D'ores et déjà, les camarades qui luttent côte-à-côte savent et se disent que les rapprochements et les actions en commun ne devront pas s'arrêter. Cela se traduit aussi dans certains départements comme le mien par des rapprochements entre C.G.T. et F.S.U..*

**S.S. :** *A la R.A.T.P., des associations comme «Rassemblement syndical» dans les bus ou «La Base» dans le métro, si elles restent marginales, ont commencé à prospérer en paraissant offrir un débouché à cette demande d'horizontalité. Et c'est sur les lignes où leur influence est la plus marquée que la détermination s'est révélée la plus puissante. Il ne s'agit pas là d'en appeler à la démultiplication de ce type d'initiatives dans un paysage militant déjà morcelé, mais d'enjoindre les organisations traditionnelles à se saisir de cette situation, à la faire fructifier et à l'orienter.*

## **Le «syndicaliste» jaune Laurent Berger s'est mis au ban du mouvement ouvrier !**

**(Communiqué de la Commission Luttes du P.R.C.F. - 5 mars 2020)**

**C**hef de file autoritaire de la C.F.D.T. et ombrageux président de la très maastrichtienne «Confédération Européenne des Syndicats», Laurent Berger ne s'est pas contenté de dénigrer autant qu'il l'a pu d'abord les Gilets Jaunes, puis les grévistes cherchant à sauver nos retraites solidaires issues du C.N.R.. Non seulement il a provisoirement sauvé Macron de l'isolement total sur le front social avec sa proposition de «conférence sur le financement» complètement bidon, mais désormais, le M.E.D.E.F. rappelle lui-même que le patron de la C.F.D.T. est l'un des principaux inspirateurs de la catastrophe sociale que serait le soi-disant «régime universel» à la mode Macron. Au moment où le gouvernement sort le 49-3 pour bâillonner l'opposition et où la C.G.T. et F.O. quittent enfin la mascarade qu'est la «conférence de financement», Berger se retrouve quasi seul à la manœuvre avec ses amis macronistes.

*Plus que jamais, et sans cesser de tendre la main aux syndiqués C.F.D.T. qui commencent à voir clair sur leur «syndicat», il faut demander des comptes au jaune sans gilet qu'est Berger : nous serons plus forts pour lutter si nous ciblons enfin la totalité des ennemis de nos retraites solidaires ! (...)*

*C'est pourquoi le P.R.C.F. propose aux syndicalistes de lutte :*

- d'appeler un chat un chat, de rejeter la chimère de l'«Europe sociale» et de réclamer le retrait du diktat européen nommé «réforme des retraites»*
- d'en finir avec le prétendu «syndicalisme rassemblé» qui subordonne en permanence les syndicats dignes de ce nom aux manigances de la C.F.D.T. : retrait de la contre-réforme Macron/Berger !*
- d'appeler la C.G.T. et la F.S.U. à rompre avec la C.E.S., cet agent de l'U.E. au sein du mouvement ouvrier, pour engager le dialogue avec la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.), qui appuie toutes nos luttes*
- de dénoncer dans les cortèges syndicaux la «conférence de financement», cette parlote stérile qui s'interdit, sur ordre d'E. Philippe, d'évoquer l'augmentation des cotisations patronales et qui accepte de travailler (critères de Maastricht obligent) dans le cadre d'une enveloppe fermée de 14% maximum du P.I.B. pour le financement des retraites. Sur ces bases, la «conférence» Berger ne peut qu'avaliser un départ toujours plus tardif en retraite avec des pensions de plus en plus minables, compensée pour ceux qui pourront par une capitalisation à l'américaine.*

**Oui, retrait total de la contre-reforme Macron/Berger ! On n'est pas des moutons, / On n'a pas besoin / d'Berger !**

**EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...**

## • Le ventre est encore fécond...

Le 19 février, dans la ville allemande de Hanau près de Francfort, un homme a tué neuf personnes dans des bars à chicha, surtout fréquentés par des immigrés. En octobre 2019, le jour du Yom Kippour, une attaque contre un restaurant à côté de la synagogue de Halle avait fait deux morts et deux blessés. Les agressions racistes se multiplient dans le pays. A part cela, l'intégration européenne est un rempart contre le fascisme...

## • Slovaquie : à droite toute !

Forte participation aux législatives slovaques le 29 février : 65,8%, soit +6 par rapport à 2016. Les sociaux-démocrates chutent à 18,3% (-10), victime du scandale de février 2018 – l'assassinat d'un journaliste qui enquêtait sur les liens de la mafia avec des hommes d'affaires proches du pouvoir. Le dirigeant du S.M.E.R.-S.D., Fico, avait dû démissionner de son

poste de chef du gouvernement. Le Mouvement des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (Olano) en bénéficie, avec 25% (+14). Son chef, Matovic, est un grand patron de presse conservateur et démagogue. Le parti S.M.E.-Rodina, proche de Le Pen et Salvini, gagne 1,6 point à 8,2%, suivi par les néo-nazis «lissés» de Notre Slovaquie (8%).

## • Expérience concluante

Un sondage publié par le Centre indépendant Levada fin février montre que 66% des Russes regrettent l'U.R.S.S., notamment sa justice sociale. La récession économique amorcée en 2014 à cause de la chute des prix du pétrole et des sanctions occidentales a renforcé ce sentiment, et le récent report de l'âge de la retraite n'a rien arrangé. Quand l'U.R.S.S. a éclaté, les dirigeants réformistes du P.C.F. répétaient : «Il faut laisser les peuples faire leur expérience.» C'est fait. Et maintenant ?...

## ACTIVITÉS INTERNATIONALES DU P.R.C.F.

### • Côte à côte face à l'euro-fascisation

*Rencontre du Parti Communiste de Belgique et du P.R.C.F.  
– déclaration commune*



*Julien Hannotte-Morais, secrétaire politique du P.C.B. ; Annie Lacroix-Riz, historienne, membre du C.C. du P.R.C.F.) ; Aymeric Monville, secrétaire de la commission internationale du P.R.C.F. ; René Andersen, responsable international du P.C.B.*

*Les représentants des départements internationaux de nos deux organisations se sont rencontrés ce dimanche 1<sup>er</sup> mars à Paris.*

*Nous avons échangé sur l'actualité internationale et le développement de nos partis et organisations respectives. Nous condamnons l'agression du régime turc contre la Syrie. Nous exprimons la nécessité de poursuivre et amplifier notre combat commun contre le retour du fascisme et contre le révisionnisme historique de l'Union Européenne.*

*Nos deux organisations réitèrent leur pleine et entière solidarité avec le K.P.P., victime d'une chasse aux sorcières vieille de plusieurs années, et qui s'est amplifiée depuis la résolution du Parlement européen du 19 septembre dernier, qui assimile, honteusement et mensongèrement, le communisme au nazisme. Nous affirmons notre solidarité avec les travailleurs de nos pays dans leur combat pour la sauvegarde des conquêtes sociales et des retraites. Nous condamnons la répression et la criminalisation des mouvements syndicaux. Nous souhaitons poursuivre nos relations*

*bilatérales et notamment organiser des événements internationaux en commun, comme nous le faisons actuellement pour défendre nos camarades polonais.*

*Le P.R.C.F. a organisé une manifestation samedi 29 février devant l'ambassade de Pologne à Paris.*

*Le P.C.B. fera de même ce lundi 2 mars à Bruxelles.*

### • Solidarité de classe franco-polonaise

*Le 29 février, à l'initiative du P.R.C.F., a eu lieu un rassemblement devant l'ambassade de Pologne pour dénoncer et s'opposer aux persécutions contre le Parti Communiste de Pologne (K.P.P.). Un moment de solidarité s'inscrivant dans la campagne internationale de solidarité et en lien avec la journée internationale d'action du 3 mars 2020, jour d'ouverture d'un nouveau procès politique contre les journalistes de «Brzask», le journal du K.P.P.*

*Le K.P.P. a envoyé un chaleureux message de remerciement : «Chers camarades*

*Le parti communiste de Pologne remercie le P.R.C.F. pour sa participation à la journée internationale d'action contre la persécution des communistes en Pologne. (...) Notre parti est reconnaissant de cette belle solidarité internationaliste dont le P.R.C.F. a fait preuve.*

*Ce 3 mars, une audience s'est tenue à la cours de justice régionale de Dabrowa Gornicza. Elle a duré quatre heures, durant lesquelles nos camarades ont à nouveau été interrogés. Ils ont confirmé les positions qu'ils ont déjà pu exposer dans les procès précédents et ainsi déconstruit la ligne d'accusation du procureur, démontrant qu'elle est sans fondement. La cours a mis le jugement en délibéré. Il devrait être prononcé le 17 mars.*

*Nous vous tiendrons informés du verdict et des développements futurs.*

*Salutations fraternelles du Parti Communiste de Pologne»*



## Erdogan et l'O.T.A.N., bas les pattes en Syrie ! Palestine : à bas le plan colonialiste !

(Déclaration du secrétariat national du P.R.C.F. – extraits)

(Déclaration du Secrétariat de l'Initiative Communiste Européenne sur le plan U.S.-Israël contre la Palestine – extraits)



Dans son entêtement à liquider la résistance kurde et à consolider son régime despotique, l'autocrate turc Recep Erdogan s'acharne à rallumer une guerre totale au Proche-Orient et à aggraver le malheur des populations du Kurdistan turc et du Nord syrien.

Ce personnage malfaisant joue en outre sur l'appartenance de la Turquie à l'O.T.A.N. et sur les relations privilégiées que l'U.E. entretient avec Ankara pour tenter d'euphémiser, voire de mondialiser le conflit du Nord syrien. À cette fin, Erdogan exacerbe les tensions militaires entre la Russie, alliée historique de la Syrie, et l'O.T.A.N., pilotée par Trump et longtemps alliée de facto aux djihadistes chers aux pétromonarchies.

L'impérialisme états-unien, qui a subi une défaite retentissante en Syrie, envoie de nouvelles forces aéronavales en Méditerranée au risque de provoquer la marine russe et de créer les conditions d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale.

C'est pourquoi le P.R.C.F. :

- rappelle qu'il revient au peuple syrien et à lui seul, dans le cadre de ses frontières reconnues et des alliances internationales qu'il a souverainement consenties, de régler ses problèmes internes en respectant bien évidemment la Déclaration universelle des droits de l'homme signée par tous les États membres de l'O.N.U. en 1948 ; les États impérialistes occidentaux, qui sont les premiers coupables, avec les pétromonarchies du Golfe, des guerres civiles sous influence qui déstabilisent depuis des décennies [plusieurs pays de la région], sont les derniers, France officielle incluse, à pouvoir donner des leçons de démocratie au peuple syrien
- appelle toutes les forces démocratiques et pacifiques à intensifier la campagne pour sortir la France de l'O.T.A.N., cette machine à mondialiser les guerres yankees, et à mettre en cause l'intégration de la France à l'UE, qui se déclare elle-même «partenaire stratégique de l'O.T.A.N.». (...) L'U.E. et l'O.T.A.N., constituent (...) de dangereux accélérateurs de régression sociale, de fascisation des États existants et de course à la guerre mondiale sur les théâtres de conflit existants.

Le soi-disant «marché du siècle» passé par le gouvernement Trump avec le dirigeant corrompu d'Israël, Netanyahu, est une nouvelle tentative honteuse d'approuver et de soutenir les actions de l'opresseur.

Il ne s'agit ni d'un traité de paix ni d'un accord entre égaux. Il renforce et protège l'occupation israélienne, soutient l'annexion de la vallée du Jourdain et préserve les colonies. Il viole les droits souverains du peuple palestinien. (...)

Ce plan, qui vise à concentrer le peuple palestinien dans diverses enclaves, n'a rien à voir avec les intérêts des peuples de la région. Si cet accord est mis en œuvre, dans les années à venir, la domination de la bourgeoisie israélienne et des puissances impérialistes va s'accroître. Ce «Plan» n'a pour but que de servir les intérêts criminels de l'État bourgeois israélien et de ses alliés impérialistes. (...)

Le plan nie de manière provocante et injuste les droits au retour de millions de réfugiés et de leurs enfants et petits-enfants, des familles qui ont été expulsées de force de leurs terres.

L'expérience souligne la nécessité de l'unité de la classe ouvrière, du renforcement de la lutte du peuple palestinien et de l'intensification de la solidarité internationaliste. Aucune approche collaborationniste de classe ne peut apporter la paix et la liberté au peuple de Palestine.

Les partis communistes et ouvriers d'Europe sont pleinement solidaires avec le peuple de Palestine contre l'occupation, pour l'établissement d'un État indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale, la libération des prisonniers palestiniens et la garantie du droit au retour des réfugiés. C'est aux peuples de la région, et à aucun autre acteur étranger, qu'il appartient de déterminer leur propre avenir, et le droit de le faire n'appartient qu'à eux. Contre tous les «marchés» malhonnêtes, nous soutiendrons la résistance du peuple palestinien.

**À bas le soi-disant «accord du siècle» !**

**À bas l'impérialisme !**

**Vive la solidarité internationaliste avec les travailleurs de Palestine et du Moyen-Orient !**

**Retrouvez l'intégralité des «Billets Rouges» du P.R.C.F. sur le site : <http://www.initiative-communiste.fr>**

## Pour défendre Assange, envoyez vos dons... aux États-Unis !

par Aymeric Monville

C'est à cette étrange injonction que renvoient les procédures de la fondation *Courage*, l'organisme chargé de récolter des fonds pour Wikileaks.

### Surprenante adresse...

Créée en 2013, elle est une émanation de Wikileaks ou, plus précisément de la *Wau Holland Stiftung*, fondation allemande à l'origine des deux projets. Pour faire un don via google et «*donate courage*», vous tombez sur l'adresse suivante : Courage Foundation, 201 Varick St., P.O. Box #766, New York, N.Y. 10014, U.S.A..

Il y a de quoi s'étonner que les dons à la défense de Julian Assange soient récoltés sur le sol de l'État qui lui veut le plus de mal. Et lorsqu'on regarde quels autres organismes ont leur siège au 201 Varick Street, on trouve le... *Homeland Security Department*, fondé par George W. Bush après les attentats du 11 septembre.

Le 30 janvier, *Carta Academica*, organisation regroupant plusieurs universitaires belges engagés, a remis au Palais des Académies à Bruxelles un Academic Honoris Causa aux lanceurs d'alerte Julian Assange, Chelsea Manning, Edward Snowden et Sarah Harisson – proche collaboratrice d'Assange à Wikileaks, présentée par le *Washington Post* comme son ex-petite amie, et qui a joué un rôle clef dans le soutien à Snowden et son exil en Russie. Elle aura reçu cette distinction, comme les autres, *in absentia*, sa dernière apparition publique remontant d'après nous à décembre 2016.

Elle a fondé et aurait présidé *Courage* jusqu'en 2018. On espère sincèrement qu'elle se porte bien et va donner prochainement signe de vie. On aimerait également pouvoir lui poser la question de la pertinence d'une pareille adresse.

### La main de Soros

Parmi les raisons de mon engagement dans la défense d'Assange il y a sa dénonciation courageuse des agissements de M. Soros et de ses liens troubles avec Mme Clinton en 2016. M. Soros se vantait lui-même sur *C.N.N.*, en 2014, d'avoir contribué au coup d'État qui a amené au pouvoir la junte fasciste à Kiev. Après avoir dénoncé la main droite de l'impérialisme (guerre en Irak et en Afghanistan des néocons, les tortures, Guantanamo), Assange montrait ainsi les turpitudes de sa main «gauche» (les guerres de Mme Clinton en Libye, en Ukraine).



Julian Assange, muselé de manière musclée lors de son procès

Or le plus étrange est qu'Assange, dont on doute, vu son incapacité à s'exprimer lors des dernières audiences, qu'il ait toutes ses facultés pour contrôler sa défense, est visiblement toujours défendu, en grande partie, par des réseaux avec lesquels il avait pourtant choisi de rompre : ceux liés à l'*Open Society* de George Soros. Notamment le *Center for Investigative Jour-*

*nalism* financé principalement par l'*Open Society*, où siègent Joseph Farrell (de Wikileaks) ainsi qu'Andy Müller-Maguhn, personnage clef de la fondation *Wau Holland*, à l'origine du projet Wikileaks.

On savait déjà que la porte-parole de Julian Assange, Renata Avila, présidait une association (la *Fundacion Ciudadania Inteligente*) financée à la fois par l'*Open Society* et la *National Endowment for Democracy*, fondée par feu Ronald Reagan. On connaissait déjà, par la journaliste Lucy Komissar, le paradoxe détonnant que les principaux cabinets d'avocats d'Assange sont impliqués dans la défense des intérêts U.S. dans le monde. Désormais, certains nous disent que pour aider Wikileaks, il faut envoyer nos dons aux États-Unis.

### Liberté, souveraineté

Au risque de passer pour un esprit chagrin et un infâme diviseur, je ne marche pas. Même si Julian Assange ne s'était pas rendu compte des dangers des incursions massives de Soros dans la vie d'États souverains, il faudrait certes le défendre au nom des principes du journalisme. Contre ceux qui l'attaquent. Mais je crains qu'il ne faille aussi défendre sa propre lucidité. Contre ceux qui prétendent le défendre.

J'attends, je l'avoue, sans impatience la sortie du livre de Branco sur Assange. Je m'attends aux poncifs habituels sur la défense nécessaire de la liberté d'expression. Le titre me paraît déjà mauvais : «*Assange l'anti-souverain*». On peut certes insister sur son aspect anar sympathique, irrespectueux de tout pouvoir, mais il ne faut pas oublier que ce qui est mis à mal, c'est notre droit à tous de savoir ce qui se passe dans nos prétendues démocraties. Et d'y exercer de nouveau nos droits de peuple souverain.

Ce n'est pas Soros et ses partisans qui nous apporteront à coup de biftons et de réseautage leur vision bien spéciale de la démocratie. C'est à nous-mêmes de la reconquérir. C'est pourquoi nous voulons non seulement la libération d'Assange mais aussi la vérité sur toute cette affaire.



## Le Liban au bord de l'abîme – Faisons tomber le gouvernement

Par Marie Nassif-Debs

Amener l'insistance de la classe dominante libanaise, toutes fractions confondues (et, surtout, les leaders des grandes banques et sociétés financières), à demander le secours du «Fond Monétaire International» et à l'appeler à s'immiscer dans nos affaires économiques et financières à un moment

où la livre libanaise s'enfonce devant le dollar (quotté à 2500 contre 1500 il y a trois mois) ?

Et pourquoi ceux qui sont au pouvoir font-ils la sourde oreille quand on leur rappelle les «bienfaits» passés et présents de ce même F.M.I. au Brésil, en Turquie, au Maroc, en Jordanie ou en Grèce, pour ne citer que ces pays ?

### Aider le gouvernement à amadouer le F.M.I. ?

Et le pire, c'est qu'ils nous demandent de donner sa chance au nouveau gouvernement ! Certains vont même jusqu'à proposer de l'aider à amadouer le F.M.I., oubliant que ce fonds, créé en 1944 dans le but de garantir la stabilité et d'empêcher les guerres, est actuellement sous la coupe des États-Unis d'Amérique, qui l'ont transformé rapidement en outil de domination économique, tandis qu'ils entretiennent des guerres sans fin dans le but de se rendre maîtres de la planète. Notre région comme notre pays en pâtissent depuis plus de soixante-dix ans.

C'est pour cela que nous avons refusé et refusons toujours l'appel que le gouvernement a lancé au F.M.I. afin de nous «aider» à organiser notre économie et à statuer sur la façon de payer les dettes contractées depuis trente ans. Nous refusons aussi les directives de restructuration présentées par «McKinsey and Compagny», les diktats des pays capitalistes et de leurs organismes monétaires et financiers lors de la «Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (C.E.D.R.E.)» tenue à Paris en avril 2018...

### Comment le F.M.I. veut nous «aider»...

Les expériences vécues par les pays endettés qui ont eu recours au F.M.I. (mais aussi par la Banque Mondiale) montrent que les conditions qui leur furent imposées se résument toujours à des politiques de privations et de privatisations suivies par une inflation galopante ; ce qui ne résorbe nullement la dette, mais l'augmente... Sans oublier les conséquences sociales dont la paupérisation, le chômage et la disparition de la sécurité sociale et médicale... et, surtout, l'interférence de cet organisme et de ceux qui sont derrière lui dans les affaires intérieures des pays pris au piège.



D'ailleurs, nous ne prédisons rien qui ne nous fût dit, il y a de cela deux ans ou presque, lors de la dite «Conférence C.E.D.R.E.». En effet, les représentants du F.M.I. nous avaient «demandé» expressément une restructuration de notre situation, d'abord par la privatisation des entreprises productives du secteur

public, telles les télécommunications et l'électricité, ensuite par la diminution des effectifs dans le secteur public, des salaires et des retraites. Sans oublier leur appel au gouvernement sortant d'augmenter la T.V.A. et d'élargir son champ à des produits de consommation nouveaux, ni, surtout, de baisser le taux de change de la livre libanaise face au dollar, ce qui fut fait il y a deux mois... Et, en plus, nous avons des exemples concrets autour de nous : la Grèce, mais surtout la Jordanie (dont la dette augmenta de 800 pour cent), la Tunisie ou le Zimbabwe.

### Reprenons la rue !

Toutes ces raisons nous poussent à ne pas accorder notre confiance au nouveau gouvernement qui suit de près les politiques ruineuses et incompétentes de ses prédécesseurs. A cela s'ajoutent la violence par laquelle le ministre de l'intérieur fit face aux manifestants, mais aussi les déclarations du nouveau ministre des finances (ex conseiller économique au parlement) disant que notre monnaie ne pourra plus remonter la pente, ou du nouveau ministre de l'énergie (ex conseiller de plusieurs ministres dans ce domaine) qui ne prévoit pas le retour de l'électricité avant des années... Ajoutons que certains ministres sont accusés d'avoir fait main basse sur des parties du littoral ou d'avoir été «congrédiés» à cause de larcins !

Peut-être pourrions-nous sauver notre pays de la descente aux enfers qui se profile, puisque le gouvernement a refusé de mettre au point un programme économique d'urgence et a commencé à parler de «grands sacrifices» que les Libanais (entendre les travailleurs et les classes moyennes) doivent se résoudre à faire.

Il nous faut, donc, prendre la rue afin de faire tomber le gouvernement actuel avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant que le Liban ne sombre au fond du précipice qui l'attend.

**CHAÎNE YOUTUBE DU P.R.C.F.**  
**ACTU, ANALYSES & ACTIONS**  
Pour une info triple A, par et pour les travailleurs :  
[www.youtube.com/c/Initiative-communisteFr](http://www.youtube.com/c/Initiative-communisteFr)

## Les communistes britanniques appellent leurs camarades d'Europe à l'action

(intertitres d'I.C.)



*Pour le plus grand nombre, pas pour l'U.E. !*

**Les camarades du C.P.B. ont célébré le BREXIT dans un communiqué appelant à renforcer la lutte internationaliste des travailleurs contre les structures supranationales de domination des travailleurs construites par la classe capitaliste, dont l'U.E..**

«Les communistes britanniques voient le départ de la Grande-Bretagne de l'U.E. comme une occasion de développer une lutte internationale plus large contre les grandes entreprises et leur domination, qu'elle soit exercée par le biais de l'U.E. ou d'autres organisations internationales.

### Transformer l'essai du BREXIT

Pour nous en Grande-Bretagne, face à un gouvernement populiste de droite, cette lutte ne sera pas facile. Cependant, nous comprenons également les origines de classe de l'opposition massive à l'U.E. dans notre pays. Elle découle finalement de la profonde colère des travailleurs face à la dégradation économique subie en raison de l'austérité de l'U.E. et des contrôles des grandes entreprises. C'est cette lutte contre la domination des entreprises que nous cherchons à poursuivre.

Nous nous battons maintenant pour transformer les conditions du départ de la Grande-Bretagne dans l'intérêt des travailleurs. En particulier, nous exigeons que, dans les négociations en cours, les termes de tout règlement respectent les droits démocratiques fondamentaux de nos parlements pour contrôler les conditions économiques. Cela signifie que nos institutions démocratiques doivent avoir la liberté de garantir une propriété publique globale, de fournir des aides d'État pour prévenir le chômage, d'utiliser les marchés publics pour le bien commun et de garantir que les travailleurs soient à l'abri des menaces que la «liberté de circulation» pro-patronat de l'U.E. fait peser sur leurs droits collectifs.

### Saluts internationalistes

*Aujourd'hui, le 1<sup>er</sup> février 2020, nous saluons donc tous celles et ceux au sein de l'U.E. qui mènent une bataille similaire.*

- *Nous saluons les syndicalistes et communistes français qui luttent pour défendre les droits à pension et empêcher le président Macron de mettre en œuvre le programme de réforme de l'U.E..*
- *Nous saluons les communistes du Portugal qui ont mobilisé des travailleurs pour mettre fin au programme de privatisation mandaté par l'U.E..*
- *Nous saluons les communistes grecs qui se sont battus contre les vagues successives de coupes dans les retraites, les services sociaux et les salaires.*
- *Nous saluons les communistes du Danemark, de la République tchèque, d'Italie, d'Espagne, de Belgique, des Pays-Bas et d'Allemagne qui se sont battus contre l'érosion des droits collectifs du travail, l'imposition de la flexi-sécurité salariale imposée par l'U.E. et, au Danemark, l'imposition de workfare\*.*
- *Nous saluons les communistes de Pologne, de Hongrie, d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie qui encourent une peine d'emprisonnement pour leur défense du socialisme sans que l'U.E. intervienne pour protéger leurs droits civils – elle a au contraire approuvé et promu un discours historiquement faux et diffamatoire (résolution assimilant le communisme et le fascisme).*
- *Nous saluons les communistes de Chypre, dont la patrie est occupée à la fois par la Grande-Bretagne et la Turquie, et qui luttent pour assurer une unité intercommunautaire entre les travailleurs pour une Chypre fédérale bicamérale et bi-zonale face aux conditions de l'U.E. imposées, l'austérité et le jeu de pouvoir américain, israélien et turc.*
- *Nous saluons les travailleurs de la Méditerranée et de l'Afrique dont les économies ont été sapées par les traités de libre-échange de l'U.E. et dont les jeunes qui cherchent une nouvelle vie meurent quotidiennement face à la police des frontières de la «Forteresse Europe».*
- *Et nous saluons enfin les communistes d'Ukraine qui risquent l'emprisonnement et subissent la violence d'un État membre associé de l'U.E. dont le gouvernement légitime a été renversé par un coup d'État approuvé par l'U.E..*

*Nous sommes déterminés à ce que notre bataille contre la domination des grandes entreprises en Grande-Bretagne, si limitée soit-elle jusqu'à présent, contribue néanmoins à la lutte contre le monopole du capitalisme et de l'impérialisme en Grande-Bretagne, dans l'U.E. et dans le monde.»*

\* **Workfare** : mot-valise américain, où la référence au travail («work») sert de prétexte à la casse de l'État-providence («welfare state»), le versement des prestations sociales étant conditionné à l'exercice d'un emploi ou d'une formation pour punir les chômeurs.



## La clé de l'arme atomique remise à Berlin par Macron ?



Le 7 février, Macron a prononcé à l'École de Guerre un discours aussi antinational qu'antidémocratique et antirépublicain. Sans l'aval du Parlement, sans débat national sollicitant l'avis du peuple souverain, il a décidé de faire de la force de frappe française un parapluie nucléaire «couvrant» l'ensemble du territoire de l'U.E..

### Coup de force

C'est un abandon majeur de souveraineté, non seulement militaire et diplomatique, mais politique, car le droit de faire la paix ou de déclarer la guerre ne peut appartenir constitutionnellement qu'au peuple français. Macron inscrit son oukaze dans la construction, non moins anti-démocratiquement engagée, d'une «*armée européenne*» arrimée à l'O.T.A.N. qui mettrait fin au principe même d'une défense «*nationale*». Constatons au passage que la mise en place d'un «*service national*» encadrant tous les jeunes Français n'a rien à voir avec l'idée d'une armée de citoyens à même de défendre leur pays si nécessaire : dans le contexte antinational assumé par Macron, cette décision vise à «*re-discipliner*» la jeunesse française jugée trop frondeuse.

### Inféodation à l'Allemagne et aux États-Unis

Macron cède aux exigences de Merkel qui veut gommer les résultats de la seconde guerre mondiale et devenir au plus tôt cogérante directe du nucléaire militaire français ; de même la chef de file de l'impérialisme allemand somme-t-elle arrogamment la France de céder son siège au Conseil de sécurité de l'O.N.U. à l'U.E., ce faux nez de la «*République de Berlin*».

Il met aussi la France et sa population à la merci de la politique étatsunienne d'encercllement de la Russie, et de l'attitude provocatrice et russophobe des fascistes régimes de

Varsovie, Vilnius, Tallinn et Riga.

Enfin, il inscrit la force de frappe française (déclarée «*tous azimuts*» lors de sa création par De Gaulle) dans le cadre des opérations de l'O.T.A.N. dominée par les belliqueux États-Unis d'Amérique.

### Ne laissons pas faire !

Tous les patriotes dignes de ce nom doivent se dresser contre ce diktat, refuser toute cogestion «*européenne*» de la force de frappe, repousser toute idée d'armée européenne, amplifier la campagne pour sortir de l'U.E./O.T.A.N. (deux organisations structurellement jumelées)..

Par ailleurs, comment ne pas considérer comme pure hypocrisie les déclarations des partis de gauche qui feignent de critiquer l'allégeance euro-atlantique de Macron tout en courtisant électoralement le P.S. et E.E.L.V., alors que ces euro-fédéralistes, anticommunistes et atlantistes dénoncent E.D.F. et le nucléaire civil sans engager la lutte contre la nouvelle course euro-atlantique aux armes nucléaires ?

Enfin, tous les acteurs du mouvement social en cours doivent voir clairement et dénoncer le lien entre l'euro-casse des conquêtes sociales de 1945 et de la Nation, et cette marche aux guerres impérialistes.

Défense du monde du travail, de la nation et de la paix en Europe sont inextricablement liées !

**«Un peu d'internationalisme éloigne de la Patrie, beaucoup y ramène» – Jean Jaurès**

## Grèce : grève générale pour les retraites

Les travailleurs grecs organisaient le 18 février une grève nationale de 24 heures pour la lutte contre une nouvelle réforme des retraites frappant la Grèce. Mêmes causes, mêmes effets, à Athènes comme à Paris, la classe capitaliste, pour gonfler ses profits, veut exploiter toujours plus les travailleurs en réduisant leurs pensions, appliquant ainsi les ordonnances prescrites par l'U.E..

### Une variante de la retraite par points...

A Athènes, Thessalonique et dans 61 villes au total, à la suite de l'appel des fédérations sectorielles et des syndicats, les travailleurs ont défilé en masse contre la nouvelle loi du gouvernement N.D., qui poursuit la loi précédente de Syriza en aggravant la privatisation de la sécurité sociale.

Cette grève massive s'opposait au syndicalisme dirigé par les employeurs et le gouvernement, encadré par la direction de la Confédération Générale des Syndicats (G.S.E.E.), qui soutient activement la stratégie du grand Capital, adoptant les critères de compétitivité favorables à ses super profits, conformément à ce que l'on appelle la «résilience» de l'économie.

N.D. conserve le cadre de la loi Syriza, mais fait de nouveaux ajouts aux assurances anti-travail et anti-sociales afin de se prémunir contre toutes les failles qui ont permis à des dizaines de milliers de retraités de faire valoir leurs droits en justice dans de très nombreux procès.

En vertu de la nouvelle loi, la pension est divisée en deux parties : une nationale et une contributive, qui dépendra des risques et de la spéculation en bourse, jouant l'argent des retraites à la loterie. L'employé paiera ses cotisations d'assurance, mais il ne saura pas le montant de la pension totale qu'il recevra finalement. L'État ne garantira que la pension minimale nationale, qui reste à un niveau extrêmement bas.

Plus de quatre-vingts milliards d'euros qui ont été volés aux fonds de pension publics par les employeurs et l'État ne seront pas restitués ! Les énormes réductions des retraites depuis 2010 restent en vigueur. L'âge de la retraite a été relevé à 67 ans, pour les hommes comme pour les femmes, avec une perspective d'augmentation en fonction de «l'espérance de vie».... Cela ne vous rappelle rien ? C'est exactement la même réforme qui est menée en France par le régime Macron, lui aussi appliquant les ordres de l'Union Européenne du Capital.

**«N.D. paiera comme le P.A.S.O.K. et Syriza» !**

Il pousse de vastes catégories de jeunes travailleurs dans les griffes des compagnies d'assurance privées, ouvrant en général la voie à la privatisation de la Sécurité sociale publique.

Les travailleurs de tout le pays exigent la même chose : l'abolition de toutes les lois contre le peuple prises par N.D. – Syriza qui attaquent la sécurité sociale ; la Sécurité sociale obligatoire, publique et universelle ; le retour de toutes les réserves de retraites de l'État volées ; une augmentation du budget de l'État pour la santé – le bien-être, des soins de santé de qualité et gratuits pour tous ; la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, 5 ans de moins pour les catégories de travaux pénibles et dangereux ; une pension minimale de 80% du salaire, garantie par l'État ; pas de pension à moins de

600€ ; le retour des 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> mois.

Les syndicats de classe, qui se rallient au Front Militant Ouvrier (P.A.M.E.) et ont ouvert la voie à l'organisation de la grève, déclarent que la lutte se poursuivra pour que la classe ouvrière travaille et vive en fonction des capacités contemporaines de production et de science, et récolte les fruits de la richesse qu'elle produit. Une lutte liée à la perspective d'un autre type d'organisation sociale, économique et politique, sans capitalistes, centrée sur les besoins contemporains des travailleurs en matière d'éducation, de travail et d'une vie avec des droits.

Dans sa déclaration à la presse lors de la manifestation des grévistes à Athènes, le secrétaire général du Comité central du K.K.E., Dimitris Koutsoumpas a déclaré :

*«Le gouvernement N.D. paiera très cher la poursuite de la démolition du système de sécurité sociale, comme le P.A.S.O.K. et Syriza l'ont déjà payée. Le peuple grec n'oublie pas, il s'organise, il gagne.»*

*(D'après les informations communiquées à la commission internationale du P.R.C.F. par les camarades grecs du parti communiste grec (K.K.E.) et la principale centrale syndicale, le P.A.M.E.)*

### L'U.€ : combien ça (nous) coûte ?

**S**elon le Rapport général n°147 de M. Patrice Joly, fait au nom de la commission des finances et déposé au Sénat le 22/11/18\*, la France avait prévu de verser à l'U.€ 23,2 milliards en 2019 soit 7,7% de plus qu'en 2018, dont 10% de plus au titre du Revenu National Brut – notre pays s'est donc enrichi, a contrario de son prolétariat !

De 2014 à 2017, la France aura versé à l'U.€ 81,7 milliards, tout en recevant 52,7 Mds dont près des 2/3 au titre de la P.A.C. On peut constater à quel point cela a amélioré la condition des petits paysans ! Le manque à gagner s'élève à 29Mds. Or, les Comptes de l'État 2018 atteste d'une situation nette (actif – passif) dégradée à hauteur de -33,7Mds. Les 29Mds perdus auraient amélioré cette situation à plus de 86% ! Ces 29Mds sont supérieurs aux crédits engagés en 2019 (Loi de Finance Initiale) pour les missions Recherche & enseignement supérieur (28,1Mds), Solidarité, insertion & égalité des chances (23,9Mds) et 10 fois supérieurs à ceux de la mission Culture (2,9Mds) !

Enfin, considérant que notre pays est contraint d'emprunter sur les fort spéculatifs marchés financiers, les 29Mds engrangés par l'U.€ auraient abaissé la dette de 2018 (70 Mds) de 41% !

Une réflexion de fond sur le FREXIT ne saurait se contenter d'arguments comptables, mais ils sont à prendre en compte... Parodiant l'abominable Thatcher, j'en termine ainsi : «We want our money back !»\*\*

Joël V.

\* [www.senat.fr/rap/118-147-22/118-147-22\\_mono.html](http://www.senat.fr/rap/118-147-22/118-147-22_mono.html)

\*\* Nous voulons récupérer notre argent...



# Affaire Mila : défendons vraiment la laïcité !

Quand un gouvernement maastrichtien marque le pas sur le front social, ses médias font diversion. Telle est l'«*affaire Mila*», cette adolescente qui a cru bon de déverser son mépris de la religion musulmane sur les réseaux sociaux et a reçu des menaces de mort qui ont conduit à sa déscolarisation et à sa mise sous protection policière.

Les militants progressistes sont sommés de «*choisir*» entre deux options mortifères : «*être Mila*» et, sous couvert de refuser le fanatisme, adhérer à ses imprécations contre l'Islam, ou «*ne pas être Mila*» et cautionner les fanatiques

sous couvert de «*lutte contre l'islamophobie*» (sic). Tout en entretenant la division au sein du peuple de France, la classe dominante nourrit une campagne insidieuse pour la réintroduction du délit de blasphème aboli par la Révolution française, et elle encourage l'identification irresponsable entre la masse des Français musulmans et une poignée de fanatiques qu'il faut mettre hors d'état de nuire, y compris dans l'intérêt de millions de travailleurs musulmans pacifiques.

Tout en appelant les militants communistes, progressistes et syndicalistes à ne pas lâcher le terrain principal, celui des luttes sociales, nous formulerons ici quelques principes incontournables pour tout défenseur des Lumières et de la tolérance :

## Défense de la loi de 1905

Défendons la loi de 1905, refusons tout retour au prétendu «*délit de blasphème*» ! Héritiers de Jaurès, l'un de ses pères, nous rappelons que selon cette loi, «*la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte*». Le seul «*sacré*» qu'ont en partage les citoyens français est le respect des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Il est donc scandaleux que le ministre Belloubet ait déclaré que Mila avait «*attenté à la liberté de conscience*».

Depuis son avènement, Macron attaque la loi de 1905, tantôt en déclarant que les combats laïques ont «*abimé*» la relation de l'État avec l'Église catholique, en prétendant régenter l'organisation du culte musulman, ou en participant ès qualités à des assemblées culturelles catholiques ou juives. Or son application rigoureuse est une garantie pour la liberté de conscience de chacun, et aussi pour la libre auto-organisation des cultes, dans laquelle l'État n'a pas à s'ingérer dès lors que

## CRITIQUE DE L'ISLAM: MIŁA SOUS PROTECTION POLICIÈRE



l'ordre public et l'indépendance nationale sont respectés.

## Droit d'attaquer les religions, devoir d'en user avec retenue

Le droit d'attaquer publiquement les religions (ou l'athéisme) étant garanti comme un effet direct de la liberté d'expression, les citoyens et les organisations responsables n'en ont pas moins le devoir d'en user avec retenue, dans le respect des autres citoyens et avec le souci prioritaire du combat général pour l'émancipation sociale.

Lénine refusait que les militants bolcheviques se saisissent du jour de Pâques

pour insulter la religion orthodoxe et provoquer ses fidèles au risque de les rabattre vers la réaction. De même, mettre hors d'état de nuire les fanatiques n'implique pour les marxistes ni de renoncer à une critique argumentée des religions, ni de se solidariser avec de brutales imprécations antireligieuses. La phrase souvent attribuée (à tort) à Voltaire, «*je suis en désaccord avec vous mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous puissiez exprimer vos idées*» (principe de tolérance) ne vaut qu'accompagnée de sa réciproque : «*je me battraï pour que vous exprimiez librement vos idées, mais je me réserve le droit de déclarer que ce sont des sottises si je juge que c'est le cas*». Donc, pas touche à la personne de Mila, châtiment pour ceux qui la menacent de mort, mais refus d'approuver sur la forme ses propos outranciers.

## Défendre les positions matérialistes et tendre la main aux travailleurs croyants

Pour les communistes il est cohérent de défendre à la fois des positions matérialistes argumentées et de tendre la main, comme l'avait fait Maurice Thorez en 1936, à tous les travailleurs croyants. Le clivage social le plus important sépare les exploités des exploités. Le capitalisme-impérialisme cherche à nous attirer dans le «*choc des civilisations*». Ce genre de «*choc*» a déjà failli détruire la France au XVI<sup>ème</sup> siècle (Guerres de religion) et met aujourd'hui le Proche-Orient à feu et à sang.

Le seul combat qui vaille est celui qui unit dans le respect mutuel «*celui qui croit au Ciel*» à celui qui n'y croit pas, pour qu'advienne un monde de paix, de lumières partagées et de «*bonheur commun*».

## François Asselineau, ou l'impasse stratégique confirmée



Manifestation de l'U.P.R. – Londres, 29 mars 2019. Asselineau et son parti idéalisent le BREXIT sans dénoncer le grand capital britannique qui l'instrumentalise pour se rapprocher encore des États-Unis...

Le 3 février, François Asselineau est revenu dans une vidéo sur la «Soirée BREXIT» du 31 janvier.

Il s'est satisfait de la présence du représentant du Comte de Paris, prétendant au trône (!), du président du Parti chrétien-démocrate Jean-Frédéric Poisson, figure du fondamentalisme catholique en politique, du président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, du président de Solidarité et Progrès Jacques Cheminade, du président des prétendus «Patriotes» Florian Philippot, etc. Mais il a concédé être «*déçu, et un peu triste, que tant de personnes ne soient pas venues*», à commencer par... Marine Le Pen, Jordan Bardella, Thierry Mariani, Louis Aliot, Nicolas Bay, autrement dit tout l'état-major du prétendu «*Rassemblement National*».

Il a tendu une nouvelle fois la main à Marine Le Pen, l'exhortant à «*débattre entre nous pour savoir qu'est-ce que l'on fait maintenant, en France, pour sauver notre pays*», alors le R.N. a officiellement renoncé à sortir de l'U.E. et de l'Euro (motif de l'exclusion de Philippot), ne met pas en cause la structure politique de l'O.T.A.N. et appuie l'impérialiste raciste Trump !

### Questions sans réponses...

Monsieur Asselineau, vous qui assurez ne pas avoir invité «*les personnalités les plus farouchement pro-européennes*» et affirmez que «*la question de l'indépendance et de la souveraineté nationales n'était pas suffisamment bien prise en compte dans [la F.I.]*», pourquoi regrettez-vous l'absence de Ian Brossat, tête de liste P.C.F. aux européennes et qui a déclaré «*pour ce qui concerne les communistes [du P.C.F.], nous ne sommes pas favorables à une sortie de l'U.E.*», et de Manon Aubry, qui exprime sa «*Vive émotion dans l'hémicycle au parlement européen au moment où le BREXIT entre effectivement en vigueur...*» ?

Pourquoi considérez-vous MM. Poisson et Dupont-Aignan comme des partisans de l'indépendance et de la souveraineté nationales alors que le Parti Chrétien-Démocrate, membre du «*Mouvement Politique Chrétien d'Europe [qui] regroupe, à travers toute l'Europe, des partis politiques chrétiens-démocrates, des O.N.G. et des think tanks*», défend le «*principe de subsidiarité*» et prône «*cet équilibre entre les différentes nations et l'U.E.*», et que vous affirmiez que du chef de D.L.F., issu de la *French American Foundation*, «*confirme son ancrage à l'extrême droite et [que parallèlement] Mme Le Pen confirme son refus du FREXIT ? D.L.F. ne vise nullement à sortir de l'U.E. ni de l'O.T.A.N.*»... ?

## Bienvenue aux découpeurs !



Un meeting public du parti indépendantiste catalan d'Espagne s'est tenu à Perpignan le 29 février. Les autorités espagnoles interdisent de tels rassemblements sur leur territoire, mais le régime Macron semble beaucoup mieux disposé à l'égard de ceux qui veulent démembrer la France que vis-à-vis des défenseurs des retraites par répartition ou des Gilets Jaunes : ni gazage, ni matraquage, ni L.B.D.. Carlos Puigdemont y a pu prendre tranquillement la parole devant plus de 100.000 personnes qui ont ensuite entonné l'hymne catalan. Rappelons que leur objectif déclaré est d'intégrer le Roussillon à la Catalogne pour constituer un État faussement indépendant, puisque membre de l'U.E. ! Après la mise en route de la Collectivité Européenne d'Alsace, voilà un nouveau signal fort envoyé aux dépeceurs euro-régionalistes de l'État national...

### Pas si bêtes...



Fin janvier, Sibeth N'Diaye ouvrait un compte Tweeter appelé «#ASKPPG» (traduire : *Demandez – «ask» en globish – au Porte-Parole du Gouvernement*). «Chaque veille

du Conseil des Ministres, vous pourrez me poser vos questions», déclarait-elle fièrement.

Immédiatement, les internautes se sont déchaînés. Voici un florilège parmi les messages des tout premiers jours :

«Quand le président a dit le 26/08/2019 qu'avec les Gilets Jaunes il n'y avait pas eu de violences irréparables, faisait-il allusion aux yeux et aux mains arrachées ? » ; «Un L.B.D. 40 peut-il descendre un koala à 30 mètres par temps sec ? » ; «Où est le coffre-fort de Benalla ? » ; «J'ai trouvé une coccinelle ; Puis-je utiliser ses points pour partir plus tôt en retraite ? » ; «A quel âge pourrai-je partir à la retraite, sachant que je suis taureau ascendant poisson année du chien ? » ; «Le 15 ne comprend pas que des 17 tapent sur les 18 au risque de les envoyer au 15.» ; «Je vous ai tellement entendue mentir que je n'ai pas envie d'échanger avec vous.»...



## Rhône

### • Sytral : « gratuité pour les riches ou les pauvres »

Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon et candidate aux prochaines élections avec le soutien de la France Insoumise, a réagi à l'occasion du vote du dispositif « Pass Congrès » par le conseil métropolitain du 23 décembre 2019. C'est un dispositif mis en place par *Only Lyon Tourisme et Congrès*, en partenariat avec le Sytral et la Métropole pour la tenue de grands congrès internationaux. Il accorde la gratuité pour une journée sur l'ensemble du réseau T.C.L. à chaque congressiste. Sur un coût annuel de 150.000 € (50.000 billets), la Métropole le finance à hauteur de 70% et le Sytral 30%. « Pour bénéficier de la gratuité, il ne faut pas habiter Lyon et avoir un pouvoir d'achat largement supérieur à la moyenne. Est-ce la conception que nous avons de la justice sociale et de l'égalité d'accès aux services publics ? » s'interroge Nathalie Perrin-Gilbert avant de citer l'augmentation du prix des abonnements intervenue le 1<sup>er</sup> janvier... **(De notre correspondant)**

## Occitanie

### • Tarn et Gers

Le 5 janvier, le comité tarnais d'En Marche a démissionné, officiellement à cause des contraintes professionnelles de certains de ses membres, et pour laisser la place à des nouveaux visages. En réalité, le comité départemental ne dispose pas d'un budget pour animer la vie du mouvement. C'est d'ailleurs un grief récurrent dans plusieurs départements. Mais il existe également des motifs plus politiques. Des Marcheurs ayant connu, dans une autre vie, le carcan d'un parti « traditionnel », ont l'impression de retrouver les vieilles pratiques de l'Ancien Monde. Enfin, des relations compliquées entre deux députés tarnais (Terlier et Verdier-Jouclas) et le comité ont également pesé. C'est la seconde « turbulence » connue par En Marche dans notre région : dans le Gers, des Marcheurs ont été menacés d'exclusion pour avoir émis des critiques sur l'organisation et la liberté de parole au sein du mouvement. **(De notre correspondant)**

## Manche

### • Remade : Un savoir-faire sacrifié

Fer de lance français du reconditionnement de smartphones « de haute qualité » et à la pointe au niveau mondial, l'entreprise Remade à Poilley près d'Avranches, après avoir été placée en redressement judiciaire en septembre, se voit reprise par la société Fourth Wave Technology, laissant sur le bord de la route 211 travailleurs sur 328. Durant des mois les salariés ont dénoncé la gestion catastrophique de l'entreprise par la direction, qui leur a caché toute la première moitié de 2019 que Remade était en cessation de paiement, avec faux bilan et fausses factures... Les licenciés risquent de partir avec le strict minimum légal. En effet, depuis la loi Macron de 2015, les actionnaires ne sont plus tenus de contribuer au financement des « plans sociaux ». Les salariés réclament 3 millions d'euros aux actionnaires, pour obtenir la supra-légale.

## Haute Savoie

### • Passy : notre camarade Laurent Nardi conduit une liste aux municipales



Cette liste, intitulée « Passy vraiment à gauche », est clairement antilibérale. Son objectif est de changer les choses à Passy, en rupture avec les mandats précédents. La liste affirme fortement qu'une élection municipale n'est pas apolitique. Il y a un lien direct entre politique nationale et vie municipale. Avec cette élection, les électeurs ont un moyen de dire non aux politiques menées hier par le P.S. ou la droite, aujourd'hui par Macron. « Passy Vraiment à Gauche » veut faire de la municipalité un lieu de résistance à la politique libérale avec l'objectif d'améliorer la qualité de vie de la population en particulier la plus défavorisée et de générer l'esprit de solidarité. Sa ligne de conduite : faire passer le bien commun avant les intérêts particuliers. Au moment où les partis politiques avancent masqués derrière des listes « sans étiquettes », où « citoyennes » très floues politiquement ou bien des listes sur le vieux schéma confusionniste P.S./ E.E.L.V./P.C.F. ou des listes verdâtres, il est remarquable d'être parvenu dans une commune de 10.500 habitants à présenter une liste de 33 personnes, clairement antilibérale et alternative. Aux municipales de 2014, la liste conduite par notre camarade avait obtenu 15% et deux élus.

**Adressez vos informations et articles au responsable de la rubrique « Dans les Régions » :**  
**Laurent Nardi 363, chemin de la Rare 74190 Passy**  
**Tél. : 04.50.93.62.34**  
**Courriel : laurent.nardi@orange.fr**

**« Union sacrée » ?**  
**Opposons-lui un**  
**« NON »**  
**franc et massif !**

## «La fille de Vercingétorix» ou *L'heure de plier les Gaul(l)es*

Par Georges Gastaud



*Statue colossale de Vercingétorix par sculptée par Aimé Millet (auteur du célèbre tableau «L'Angélu») en 1865, et érigée à Alise-Sainte-Reine (Côte-d'Or) sur le site de l'oppidum d'Alésia. Sous le second empire, les représentations du chef arverne le dotent d'une grosse paire de moustaches pour le faire ressembler à ... Napoléon III (qui ne brilla pourtant jamais par son génie militaire, à l'inverse de son oncle). Cela lui colle à la peau depuis. Le dernier album en date d'Astérix fait de lui le symbole d'un passé chauvin, belliqueux et révolu...*

Moins truffée d'«effets spéciaux» ineptes que ne le furent nombre d'albums postérieurs au décès de Goscinny, *La Fille de Vercingétorix* se lit sans déplaisir excessif : l'album respecte en gros l'esprit malicieux des personnages et s'évertue, comme savait le faire la série d'origine, à capter l'air du temps avec plus ou moins d'ironie.

### Collaborationnisme bon enfant

Or l'air du temps qui souffle sur cette partie de la jeunesse que cet album tente de séduire, n'est assurément plus celui du Village-gaulois-résistant-à-l'Empire-romain – cette métaphore de la France gaullienne et post-C.N.R. de l'après-guerre narguant l'Empire anglo-saxon, mais à l'inverse, celui d'un veule consentement «moderniste», que l'on baptisera au choix «internationaliste» ou «pacifiste», rétif à toute forme de résistance à l'Oncle Sam triomphant sur tous les terrains : militaire, économique, linguistique, «culturel», etc. Aux vieux Gaulois enkystés dans le Grand Récit de Gergovie, ce nouvel album abandonne la référence sulfureuse au Grand Arverne insurgé contre Jules César ; aux jeunes Gaulois post-nationaux cuirassés de noirâtres symboles gothiques revient à l'inverse la fuite fantasmée vers les îles lointaines et le choix robinsonien

avant la lettre d'une écologie dépolitisée et déterritorialisée. Doucereusement, le dialoguiste fait ainsi dire à l'un des émissaires gaulois appelant à la résistance, «*se peut-il qu'elle n'aime pas la guerre ?*» à propos de cette jeune fille renfrognée qui n'a cure du combat de son père, dont on rappellera qu'il brava à la fois Rome et les élites gauloises et qu'il fut pour finir étran-glé après avoir défilé enchaîné au char du vainqueur. Comme s'il y avait équivalence entre esprit de résistance et bellicisme impérial, entre esprit de paix et oubli de la dignité nationale... Qu'en eût pensé Jean Moulin ? Qu'en pensent les jeunes Cubains, Palestiniens et autres Boliviens ?

### Rebelles postmodernes

Car c'est bien connu, les ringards xénophobes qui, de nos jours, refusent le rabot euro-atlantique et rêvent de peuples amicaux, égaux et souverains, sont de sanglants va-t-en-guerre, alors que ceux qui préfèrent douillettement se blottir dans les bannières étoilées chères à Donald, à Macron ou à Angela, sont d'aimables Bisounours ne rêvant que d'embrasades universelles...

Bref, de même que l'historien latin Tacite dit quelque part, à propos de la prétendue *Pax romana* (la Paix romaine), «*ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*» (là où ils créent un désert, ils appellent cela la paix), de même sommes-nous désormais sommés d'appeler «*Europe de la paix*» la course euro-atlantique à la guerre anti-russe et l'abdication nationale assaisonnée de directives antisociales... Ô temps (O.T.A.N. ?), ô mœurs, eût clamé Cicéron...

Mais n'ayez cure : la fille de «*Chut !*» (nom de code réservé dans l'album au vaincu superbe d'Alésia) nous est habilement vendue comme «*rebelle*» et réfractaire à souhait ; car à notre époque où l'esprit munichois voudrait gagner sur tous les tableaux, y compris sur celui de l'insoumission-spectacle, il importe de peindre ceux qui résistent aux couleurs de l'entêtement borné et du «*combat d'arrière-garde*», alors que l'inoffensif bobo engoncé dans son égo immature recevra les épithètes magnifiantes d'outlaw, de libertaire, voire de «*dissident*»...

Bref, sans nier le savoir-faire marchand des faiseurs de ce plaisant album postmoderne, on suggérera à l'éditeur de sous-titrer ainsi une éventuelle réédition : *La fille de Vercingétorix ou L'heure de plier les Gaul(l)es...*



*Stataire (monnaie d'or gauloise) représentant Vercingétorix*



## Sur les Carnets de prison d'Erich Honecker

Il y a seulement quelques mois, toute l'idéologie dominante a fêté le trépas de la R.D.A. ... pardon, la «*chute du Mur de Berlin*». Oubliant que la «*réunification*», bien plus vécue comme une annexion, ne s'est pas faite dans la joie des peuples, la différence de salaire étant toujours importante entre les Allemands de l'ouest et de l'est, ces derniers subissant un chômage de masse suite à la vente forcée de toute leur industrie.

### La R.D.A., 10<sup>ème</sup> puissance industrielle mondiale...

Dans ce contexte, il est intéressant de lire les propos d'Erich Honecker, ancien président de R.D.A., militant antifasciste contre le nazisme, qui fut emprisonné à la fin de la R.D.A. dans la même geôle de Moabit dans laquelle les nazis l'avaient enfermé... un signe des plus sinistres. Le camarade Honecker, dans son ouvrage, rappelle le rôle important de la R.D.A. dans les traités de paix divers, ce pays étant né de la lutte antifasciste comme l'a rappelé Egon Krenz. État respecté, il a participé largement aux divers traités pour empêcher une guerre nucléaire risquant d'annihiler l'humanité, en plus d'être un membre fidèle du pacte de Varsovie. Bien que subissant des difficultés, son économie était loin d'être catastrophique comme certains l'insinuent. Elle était dotée d'une industrie moderne et puissante, avec notamment de grandes installations pétrochimiques et des centres sidérurgiques. Son commerce extérieur était important, et se faisait majoritairement avec les pays socialistes : comme Cuba, la R.D.A., n'était pas à l'abri, des sanctions économiques visant à détruire son système social.....

### Démocratie des riches : critique d'Erich...

Il trouve aussi utile de rappeler que les «*démocraties*» des pays capitalistes ne le sont que pour les riches, car tout ce qui concerne les droits sociaux comme le droit au travail ou à vivre une vie hors de la misère, ne peuvent pas être accomplis sous le capitalisme : le plein-emploi, le bien-être des familles et l'égalité homme-femme sont des vains mots. D'ailleurs depuis la fin de la R.D.A., les Allemands de l'est n'ont plus d'accès à des crèches ou à des logements bon marché, ni même à des études gratuites, et la différence de salaire entre homme et femme s'est accrue. Belle démocratie qui ne permet pas le plein accès à un travail digne et à la culture !

### Le double jeu de Gorbatchev

Les carnets sont aussi le moment d'une autocritique sur l'U.R.S.S. de Gorbatchev, qui a joué constamment un double-jeu avec la R.D.A., et permis in fine l'annexion de



celle-ci par la R.F.A., alors que Gorbatchev rappelait toujours le rôle important de la R.D.A. pour l'U.R.S.S.. Honecker avoue aussi que, quand bien même il estime qu'il n'a pas à avoir honte du travail accompli, la lenteur du Parti était blâmable, de même que l'entreprise de sape permise aux divers révisionnistes du S.E.D.. En conclusion, Erich Honecker ne rêve pas de faire revivre la R.D.A., mais il est radicalement contre les calomnies et la négation de toute l'histoire vécue par cette nation.

Laissons-lui le mot de la fin : «*Soit l'humanité sera précipitée dans l'abîme par le capitalisme, soit elle vaincra le capitalisme.*

*Cette dernière solution est la plus vraisemblable et la plus réaliste, car les peuples veulent vivre.*

*Malgré toutes les difficultés et les dangers, malgré la sinistre situation actuelle, je suis et demeure confiant. L'avenir appartient au socialisme.»*

Tristan Burot

### Une alternative à la Grande Allemagne...



Egon Krenz

**L**e premier successeur d'Erich Honecker fut Egon Krenz. Bien qu'il ait servi Gorbatchev à l'époque, il n'a jamais comme lui calomnié les pays socialistes. Lors de la commémoration du 70<sup>ème</sup> anniversaire du gouvernement de la R.D.A., en octobre 2019, il déclarait notamment :

«*Une des raisons ayant présidé à la fondation de la R.D.A. était l'unité allemande. Elle n'aurait jamais existé si la République Fédérale n'avait pas été créée en tant qu'État séparé. Bertolt Brecht avait souhaité qu'«une bonne Allemagne éclore, comme un autre bon pays».* Et le texte de Becher, «*Allemagne, patrie unie*», était le meilleur contre-projet à «*Deutschland, Deutschland über alles*».

*Maintenant que la R.D.A. a disparu, cela se vérifie a contrario...*

(discours à lire en intégralité sur le site du C.I.S.C. <http://solidarite-classe.blogspot.fr/>)

«On ne peut réclamer sa libération si on ne participe pas activement à la l

Le 8 mars comme Journée internationale des droits des femmes proposée en 1910 par la communiste Clara Zetkin s'est déroulée pour la première fois en 1911 en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

Comme chaque année, la presse dominante, le gouvernement et les partis politiques distillent des formules dégoulinantes de bienveillance et de compassion pour les malheurs des femmes, énumérant les injustices qui pèsent sur elles : les inégalités salariales perdurent ; les femmes sont rares dans les conseils d'administration des entreprises et dans les professions scientifiques et aucune n'a encore été élue à la présidence de la République. Nous avons droit aussi au décompte macabre des femmes mortes sous les coups de leur compagnon et celui, encore plus massif, des victimes de viols et autres tabassages.

Mais pas un mot sur les conditions de vie et de travail des caissières des grandes surfaces, des femmes de chambre, des ouvrières de l'agro-alimentaire, des paysannes et des mères seules ou des vieilles dames survivant avec une retraite misérable. Le patriarcat a la vie dure, la lutte contre les «mentalités rétrogrades» sera encore longue, mais l'affaire est entre de bonnes mains : Marlène Schiappa, sous-ministre à «l'égalité entre hommes et femmes», y veille et prend des mesures dans le sens voulu par l'U.E..

### La barricade, c'est celle des classes !

C'est vrai : le patriarcat a la vie dure et les femmes qui ont manifesté le 23 novembre dernier, lors de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, l'ont dit haut et fort, redoublant d'imagination et d'humour pour en dénoncer tant les manifestations les plus ignobles que les plus courantes et insidieuses. Ces maltraitances, nous les avons dénoncées dans notre communiqué du 8 mars 2018 : nous envisagions les mesures urgentes à prendre et constatons que les choix politiques de l'heure – ceux du capital, évidemment, à la merci desquels nous sommes encore aujourd'hui – étaient incompatibles avec toutes les mesures à prendre. Nous ajoutions : «*Tout cela suppose non seulement d'extraire au plus vite la France de cette U.E. du capital qui démolit tous les acquis du peuple français (on pense au travail nocturne des ouvrières, qu'a rétabli l'U.E. et qu'a avalisé Mme Aubry alors ministre !), mais de sortir notre pays du capitalisme qui, sous son vernis pseudo-féministe,*



ne fait que renforcer toutes les violences, toutes les divisions, toutes les régressions et toutes les oppressions».

Le combat des femmes pour leur émancipation, qui traverse toute la société, s'accompagne hélas trop souvent d'illusions qui ne peuvent que déboucher sur des impasses.

L'illusion qu'il y aurait un avenir pour les femmes dans le capitalisme et qu'il suffirait pour cela de

L'U.E. aime se poser en paradis féministe...

procéder à quelques aménagements pour réduire le patriarcat puis, à terme, l'abolir. Or nous savons que le patriarcat et sa manifestation quotidienne qu'est le machisme est historiquement lié aux sociétés de classe, à travers la propriété privée des moyens de production et d'échange et l'exploitation capitaliste. L'émancipation des femmes est indissociable de la lutte générale du prolétariat contre l'exploitation capitaliste et la domination impérialiste. Même si certains hommes se conduisent comme des seigneurs et maîtres envers leurs compagnes, filles, sœurs ou mères, la véritable barricade n'est pas entre les sexes, mais entre les exploités et les exploités, entre la classe des dominants et celle des dominés. Une femme ouvrière est plus proche de son compagnon, mari ou collègue, lui aussi exploité, que de son patron ou des ministres femmes d'un gouvernement qui multiplie les mesures aggravant sa situation.

Aujourd'hui, Macron, poursuivant l'œuvre de Sarkozy et Hollande, obéissant servilement aux diktats de la Commission européenne, impose la casse du Code du Travail et du statut de la fonction publique, le blocage du S.M.I.C., des salaires du privé, du traitement des fonctionnaires, et la destruction du système des retraites par répartition mis en place par le ministre communiste Ambroise Croizat en 1947, de l'hôpital public et de l'Éducation Nationale, de l'Inspection du Travail, des conventions collectives et, en général, de tous les services publics. Il couvre d'un masque progressiste le démontage de ces conquêtes sociales – parfois au nom de «l'égalité» – et donc des droits des femmes, premières touchées, parce que majoritairement les plus fragiles, par ces casses tous azimuts destinées à faire tomber les futurs revenus des services privatisés dans l'escarcelle des financiers. Il abandonne à elles-mêmes des millions d'ouvrières, d'employées, de paysannes, d'institutrices, de femmes chômeuses ou précaires, sommées de travailler, d'assumer les tâches domestiques et de s'occuper seules



## et les femmes

de Gilliard

«libération de tous les opprimés.» (Union des Femmes Vietnamiennes, 1975)

de leurs enfants.

### L'illusion d'une U.E. féministe

Certes, on trouve sur les sites de l'U.E. des programmes censés améliorer la condition féminine : garantir l'égalité des rémunérations, assurer la présence de 40% de femmes dans les C.A. des entreprises cotées en Bourse (sic), inciter les femmes à voter aux élections européennes. Mais n'est-ce pas en fonction des directives et recommandations de la Commission Européenne que la France connaît la casse du Code du Travail et des protections sociales ? Ainsi, elle incite avec insistance à instaurer une retraite

par points qui pénaliserait gravement les femmes aux parcours professionnels hachés. N'est-ce pas l'U.E. qui a autorisé sous certaines conditions (faute grave ou licenciement collectif pour raisons économiques) le renvoi des femmes enceintes ?

L'U.E. n'a pas pour mission de construire une Europe démocratique et sociale, mais de broyer les conquies sociaux, les services publics, les systèmes d'éducation et de santé, la sécurité sociale, toutes les institutions collectives qui permettent de vivre et non de survivre à ceux qui n'ont ni capital ni patrimoine, mais seulement leurs bras et leur intelligence pour assurer leur subsistance.

Quant au principe de laïcité, «l'État chez lui, la religion chez elle», adopté 1905, l'U.E. le brade au nom des prétendues «racines judéo-chrétiennes de l'Europe» et de sa volonté d'«aider à la reconnaissance des religions, notamment l'islam». Cela ne peut que perpétuer l'oppression séculaire des femmes au nom des religions – christianisme, islam, bouddhisme, hindouisme, judaïsme – alors que celles-ci doivent rester du seul domaine de la conscience de chacun.

L'illusion qu'il y a un espoir d'améliorer la condition des femmes dans les pays pauvres par une alliance avec l'impérialisme pour lutter notamment contre le fondamentalisme musulman. On pense à la collaboration de l'actrice américaine Angelina Jolie avec Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'O.T.A.N., où l'Alliance militaire emmenée par les États-Unis se présente comme «un modèle progressiste dans les politiques de



genre et comme un protecteur de premier plan des intérêts des femmes» ! Or combien de morts de femmes et d'enfants les armées de l'O.T.A.N., dont des soldats français, ont-elles provoqué en Syrie, en Libye, au Mali, au Niger – sans parler du soutien militaire, financier et médiatique que les diverses coalitions prétendant lutter contre le terrorisme offrent aux groupes religieux fondamentalistes au nom de la défense de la démocratie ?

### Le contre-exemple socialiste

La meilleure preuve que le socialisme est une condition indispensable (même si pas tout à fait suffisante) à l'émancipation des femmes est offerte, à contrario, par l'annexion de la R.D.A. en 1990. Sous le socialisme, les femmes jouissaient de possibilités d'emploi massif, de crèches d'entreprises, de congés maternité, de services collectifs les déchargeant un peu des corvées domestiques, etc. Leurs pères et compagnons, éduqués par quarante ans d'égalité entre les sexes, même si elle n'était pas parfaite, ont aujourd'hui retrouvé les mauvaises manières machistes... L'annexion a tout emporté : plus de crèches d'entreprises, plus de possibilités d'emploi, plus de services publics, paupérisation des femmes... et plus de partage des tâches domestiques.

Le mouvement des femmes est impuissant s'il ne se lie pas au mouvement général de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de diluer ses spécificités dans le mouvement social général, mais de le faire confluer avec lui.

Chaque fois que le monde du travail a tapé sur la table, en 1936, 1945 (grandes conquêtes de la Résistance antifasciste, où les femmes – notamment communistes – ont été très actives), 1968, toutes les luttes pour l'émancipation, y compris pour l'émancipation féminine, ont fait un pas de géant.

Au contraire, quand le capital a gagné sur le plan mondial ou sur le plan national – on pense à la disparition de l'U.R.S.S. et du camp socialiste – les conquêtes féminines ont régressé.

# Femmes d'hier et d'aujourd'hui,



Clara Zetkin, communiste et féministe allemande, initiatrice de la Journée internationale des droits des femmes en 1910, a également co-fondé l'Internationale Communiste, et a toujours soutenu l'U.R.S.S., où elle est morte. Elle a été déléguée de l'I.C., à 70 ans passés, au Congrès de Tours qui a vu la naissance du Parti communiste français. Elle a toujours défendu la position que *«le prolétariat ne pourra parvenir à sa libération que s'il combat ensemble, sans égard à la nationalité ou la profession. De la même façon, il ne peut se libérer que s'il est uni sans distinction de sexe. L'incorporation des grandes masses de femmes prolétaires dans la lutte pour la libération du prolétariat est l'un des préalables à la victoire de l'idée socialiste et à la construction d'une société socialiste.»*

## Evelyne, paysanne

Elle partage avec son mari retraité une petite exploitation vouée à l'élevage bovin allaitant dans le Sud-Ouest de la France. Le métier l'occupe à temps plein, voire davantage : *«Les vaches et leurs veaux, la paperasse, la maison, les enfants, le jardin potager, les volailles pour la famille... et tout ce qui vient s'ajouter !»* L'été, elle et son mari travaillent de 7h à 23h, soit 16 heures tous les jours. *«C'est beaucoup de travail, de soucis, on n'est jamais tranquilles, pour pas beaucoup d'argent. S'il n'y avait pas les primes (de la P.A.C.), on devrait arrêter.»* Les primes sont attribuées par l'U.E. en fonction des nombreux critères concernant autant le bien-être animal que les exportations, les vaccins, le fumier et l'interdiction de couper les haies. *«En France, les primes représentent 45% à 60% des revenus. Si on est attrapé sur un point et qu'on nous les supprime, ça fait très mal. Nous avons voté contre la Constitution européenne en 2005, mais ils nous l'ont imposée quand même...»* Ses filles ne reprendront pas l'exploitation, elles ont trop vu leurs parents galérer. *«On a la qualité de vie, mais on la paie cher !»* Combien d'années lui reste-t-il à travailler ? Elle rit : *«Demande à Macron !»*

## Amina, médiathécaire

Elle travaille dans la médiathèque d'une petite ville, un service public dépendant de la mairie. Le personnel a été réduit, pas-

sant de trois employées à deux, ce qui a aussi réduit les services proposés. Les conditions de travail restent bonnes, les gens viennent à la médiathèque avec plaisir. *«C'est important une médiathèque dans une petite ville, surtout dans une zone d'éducation prioritaire (Z.E.P.), un endroit où les familles n'ont pas beaucoup d'argent.»* L'incitation des enfants à la lecture, le travail avec les écoles sont primordiaux, d'autant plus que les parents ne les accompagnent pas toujours. Amina tient beaucoup à ce que son service ne soit pas délégué à l'intercommunalité, ce qui le ferait dépendre de la «ville pilote» et des animations qu'elle propose, tandis que la médiathèque connaît son public et ses besoins. *«Avec la loi N.O.T.Re., beaucoup de compétences municipales ont été déléguées à l'intercommunalité, ce qui éloigne le service public des usagers.»* Amina est contente de ses conditions de travail, comparé à celles d'autres corps de métier : ce n'est pas loin de sa maison, elle peut adapter ses horaires à ceux de ses enfants, les récupérer à midi, les accompagner à la bibliothèque pour les devoirs, ce qu'elle n'aura pas à faire le soir. *«Cela ne m'empêche pas de manifester pour le maintien d'un service public de qualité et la conservation des acquis du C.N.R. (retraites, salaires, droits sociaux...). Je suis seule, avec mes deux enfants. Heureusement que je travaille, que la famille est là en soutien, sans quoi je n'aurais peut-être pas pu prendre la décision de me séparer de mon mari.»*



**Heraus mit dem Frauenwahlrecht**  
**FRAUEN-TAG**  
**8. MÄRZ 1914**

Den Frauen, die als Arbeiterinnen, Mütter und Gemeindegewerinnen ihre volle Pflicht erfüllen, die im Staat wie in der Gemeinde ihre Steuern entrichten müssen, hat Voreingenommenheit und reaktionäre Gesinnung das volle Staatsbürgerrecht bis jetzt verweigert.  
 Dieses natürliche Menschenrecht zu erlangen, muß der unerschütterliche, feste Wille jeder Frau, jeder Arbeiterin sein. Hier darf es kein Ruhen kein Nachgeben geben. Kommt daher alle, ihr Frauen und Mädchen in die am

Sonntag den 8. März 1914 nachmittags 3 Uhr stattfindenden  
**9 öffentl. Frauen-Versammlungen**



## femmes d'ici et femmes d'ailleurs

### Yvonne Bounif, métallurgiste

Née à Nanterre de parents algériens, elle allait à l'école du quartier et savait lire et écrire, mais pas sa maman. Lors des élections (ses parents étaient rouges, instinctivement), les amis et camarades de la famille prenaient Yvonne à part : «*Va avec maman dans l'isoloir et montre-lui le papier qu'il faut mettre dans l'enveloppe*». Une fois mariée, Yvonne s'installe à Brest. Elle pose sa candidature comme métallurgiste à l'usine Ericsson, qui fabrique des centraux téléphoniques. C'était payé au rendement, la cadence était infernale et les semaines de travail de 40 heures. Yvonne apprend un jour qu'une ouvrière, épuisée, s'est immolée par le feu dans son H.L.M.. Elle décédera 10 jours plus tard. Toutes les ouvrières culpabilisant de ne pas avoir vu la dépression de leur collègue, le médecin de l'usine les réunit pour leur expliquer qu'elles ne sont pas responsables. Plus tard, élue communiste, Yvonne réclame des heures pour remplir sa tâche d'élue municipale, en plus de ses heures de déléguée C.G.T.. Le patron refuse et lui dit de cesser de travailler à l'usine. Yvonne rétorque qu'on n'est pas élue ni déléguée syndicale à vie et quelle veut ses heures... Elle est partie en préretraite à cinquante-huit ans mais n'a pas cessé de bouger : elle a fait jumeler la ville de Brest et a créé avec d'anciennes ouvrières de l'usine une pièce de théâtre intitulée «*Politique qualité*», qui a parcouru les grandes villes de France, un succès total !

### Lucia, secrétaire retraitée

Longtemps employée dans une grande multinationale de l'informatique, où les cadres sont des hommes et les femmes une minorité, elle martèle : «*L'informatique, c'est un monde masculin, d'ailleurs je n'y ai pas orienté mes filles, ce n'est pas épanouissant. Les femmes sont les petites mains qui aident les hauts responsables et les grands ingénieurs. Même si tu es la meilleure des secrétaires, tu n'auras rien !*» Cela n'a pas effrayé Lucia : elle a vécu la discrimination comme femme et comme immigrée, elle a su comment la combattre, que ce soit contre le patron, le mari ou le fils. «*L'injustice existe au quotidien, je ne l'ai jamais supportée, je me suis battue, toujours.*»

### Nadine, déléguée syndicale F.O. dans l'usine de volailles Doux, en Bretagne

Quelques extraits de son intervention au congrès F.O. : «*Aujourd'hui, trois millions de volailles sont importées en France par semaine, une volaille sur deux est consommée en France et le site de Châteaulin abat 3 millions de volailles par semaine. Doux a déposé son bilan en 2012, il y a eu un plan de redressement et un plan de continuation jusqu'en 2023.*»

*Une nouvelle liquidation judiciaire a été prononcée en avril 2018. L'entreprise a été condamnée à 82 millions euros d'amende pour teneur en eau dans les poulets. Qui paie ? Des salariés payés 10 centimes au-dessus du S.M.I.C. avec une ancienneté supérieure à vingt-cinq ans et des conditions de travail très pénibles. Mon poste, c'est mille poulets à l'heure, soit sept-mille poulets par jour. La dernière demande d'un repreneur, avec une clause suspensive, exige la signature d'un accord de performance collective (les ordonnances Macron). Nous devons travailler de zéro à quarante-huit heures par semaine, avec des semaines sans travail et d'autres où nous serons neuf heures par jour sur les chaînes de production !»*

### Des femmes à Bamako, au Mali

Au Mali, les femmes sont confrontées à de nombreuses difficultés, notamment les violences sexuelles et physiques, mais aussi leur mise à l'écart dans les prises de décision. Leur situation sociale et professionnelle est souvent inférieure à celles des hommes, pour diverses raisons, toutes liées à l'éducation. La sous-scolarisation des filles a commencé avec l'école coloniale. De nos jours, le problème persiste malgré les initiatives visant à améliorer l'éducation des filles et des femmes, mais les obstacles sont importants : coûts financiers, distances à parcourir, mariage et grossesse précoces, activités familiales, considérations religieuses, poids de la tradition. Les filles pauvres sont placées très tôt comme servantes dans des familles qui en ont les moyens et qui en exploitent parfois plusieurs...

Aucune loi n'interdit les mutilations génitales, excision et infibulation, qui sont pratiquées depuis des générations sur des fillettes sans défense.

Cette pratique concerne encore jusqu'à 91% des femmes de quinze à quarante-cinq ans, et la majorité des Maliens est favorable à son maintien.



# VIE DU P.R.C.F.

## Week-end de formation

Le week-end des 7 et 8 mars avait lieu le stage de formation du P.R.C.F. De nombreux jeunes des J.R.C.F., notamment, purent discuter après avoir écouté les exposés des camarades Georges Gastaud («*Les fondamentaux du P.R.C.F.*» : matérialisme dialectique, économie politique du capitalisme-impérialisme, lutte contre l'exterminisme capitaliste, patriotisme et internationalisme...), Jany Sanfelieu (Le centralisme démocratique et le fonctionnement concret du P.R.C.F.), et Fadi Kassem (La stratégie du P.R.C.F.). Ce stage préparé et présidé par Luc Wajs, s'est déroulé en présence de



Jean-Pierre Combe (de la commission stage)..

Grâce aux militants du P.R.C.F. Île de France et des J.R.C.F., nous avons aussi mis en ligne les vidéos des différentes interventions de ce stage. Retrouvez-les sur <https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/stage-prcf-jrcf-retrouvez-les-vidéos-et-la-brochure/>

### Carnet rouge

Bienvenue parmi nous au petit Youri Kassem !

## BRÈVES POLAIRES

### • Dans les manifs

- A Toulouse le 14 février, dans la manifestation pour la défense des hôpitaux, nos camarades ont distribué une bonne centaine de tracts et discuté avec des manifestants en particulier sur les 4 sorties – avec une écoute bienveillante.
- Le 20 février, 200 tracts ont été diffusés, et bien accueillis, à Douai. A noter : en fin de manif, on a pu entendre la marseillaise, reprise par les manifestants ! A Montpellier, le tract contre la répression d'État a été distribué. Idem à Rennes (en 250 exemplaires). Les militants du Pôle ont aussi arrosé la manif de Nice avec 300 tracts, bien accueillis - surtout parmi les Gilets Jaunes. 125 «*Conseils de classes*» ont été distribués dans les cortèges de février aux enseignants et étudiants en lutte à Lille. 80 tracts «*8 mars*» ont été distribués à Douai. Dans le Vaucluse, une centaine de tracts ont été distribués lors des rassemblements devant la préfecture d'Avignon et la sous-préfecture d'Apt contre l'utilisation du 49-3. A Montauban, les 6 et 8 mars, nos camarades ont distribué les tracts «*Conseils de classe*», «*Anticorps*» (réclamés par plusieurs participants) et «*8mars*». Une centaine de ces mêmes tracts sur la condition féminine ont été distribués le 8 Brest, et ont été bien accueillis.

### • Auch

Le 19 février, le P.C.F. organisait une réunion publique sur la défense de la retraite et des services publics. C.G.T., S.U.D. et F.S.U. à la tribune. Un camarade du P.R.C.F. présent dans la salle est intervenu pour s'étonner de l'une des propositions du P.C.F. pour financer la Sécu, à savoir «*un bonus-malus sur les cotisations patronales*». Cette cotisation fait partie intégrale du salaire et l'utiliser comme variable, c'est aussi faire des cadeaux au patronat sur le dos du travailleur, en touchant directement à la source du financement des caisses de la Sécu. Il n'y a pas de patron vertueux ou bandits : il y a le système capitaliste ! Applaudissements d'une partie de la salle (dont des membres du P.C.F.) !

### • Ile-de-France

Plein succès d'une réunion co-organisée avec le P.R.C.F. 75, avec invitation de sympathisants.

Le Parti Sadi et des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Bagnolles sont intervenus, et des messages de la C.G.T. cheminots de Versailles ont été lus.

Le film «*La vie est à nous*» de Jean Renoir a été projeté. Un grand nombre d'Étincelles et de brochures du dernier stage de formation ont été vendues.

Les tractages aux entreprises ont été nombreux, comme à l'atelier Air France à Orly. Des contacts ont été pris avec les travailleurs de l'hôpital Henri Mondor de Créteil. Et les collages, sont toujours aussi massifs !

### • Nord

A Douai, 200 tracts contre la répression ont été distribués devant l'usine Wagon et Pôle-emploi. Une quinzaine d'affiches «*retraites*» et «*brisons les chaînes*» ont été collées.

De son côté, le P.R.C.F. lillois a envoyé une délégation de soutien aux ouvriers de Gargill-Haubourdin en grève illimitée contre la casse de leur usine et la répression qui frappe les militants. Un chèque de 300€ a été versé à la caisse de grève.

### • Bretagne

Un café/débat s'est tenu dans la ville de Liffré (35). Lors d'un exposé sur le syndicalisme international (C.S.I., C.E.S. et F.S.M.), le P.R.C.F. a défendu la nécessité du retour au syndicalisme de classe ainsi qu'à l'affiliation à la F.S.M.. «*Nous avons largement convaincu avec nos arguments et nous imposons petit à petit comme des débatteurs et organisateurs sérieux,*» nous informons nos camarades.

### • EtincelleS cartonne !

Plus de 200 numéros du dernier *EtincelleS* «*spécial Histoire*» ont été vendus dès sa semaine de parution – dont neuf lors de la manif parisienne du 20 février, y compris à des personnes extérieures au Pôle !